HG4028
.C4
B814
c. 1 aa

Industrie, Sciences et Technologie Canada
Industry, Science and Technology Canada

IC

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES AU CANADA, 1988-1992

(Résultats d'une enquête menée conjointement auprès d'environ 250 grandes entreprises dans tout le Canada par Industrie, Sciences et Technologie Canada et Statistique Canada sur les investissements réelsen 1988 et 1989,les estimations préliminaires des dépenses d'investissement en 1990 et lesdépenses prévues pour 1991 et 1992).

Canada

ACCESS CODE
CODE D'ACCÈS CEG-G
COPY / ISSUE
EXEMPLAIRE / NUMÉRO 1

INFORMATION CENTRE
CENTRE D'INFORMATION
FEB 13 1992
INVESTMENT CANADA
INVESTISSEMENT CANADA

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES AU CANADA, 1988-1992

(Résultats d'une enquête menée conjointement auprès d'environ 250 grandes entreprises dans tout le Canada par Industrie, Sciences et Technologie Canada et Statistique Canada sur les investissements réelsen 1988 et 1989,les estimations préliminaires des dépenses d'investissement en 1990 et lesdépenses prévues pour 1991 et 1992).

Direction des Politiques de l'Industrie
Industrie, Sciences et Technologie Canada
Ottawa, Canada
Octobre, 1991

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

REMERCIEMENTS

Nous remercions les nombreux dirigeants d'entreprise qui nous ont fourni des renseignements sur leurs plans d'investissement et qui ont pris le temps de nous faire part de leurs opinions sur certaines des grandes questions auxquelles font face les entreprises canadiennes d'aujourd'hui. Cette contribution du milieu des affaires est précieuse car elle permettra au Ministère de formuler les politiques fédérales propres à promouvoir l'excellence scientifique et à améliorer la compétitivité industrielle.

Nous remercions également tous les fonctionnaires de Statistique Canada qui ont apporté une aide efficace à la réalisation de l'enquête quantitative de cette étude de ISTC et de Statistique Canada en deux phases sur les investissements.

Finalement, nous tenons à remercier les directeurs exécutifs régionaux et leur personnel ainsi que les hauts fonctionnaires des directions sectorielles de ISTC pour leur contribution essentielle lors des entrevues sur le terrain avec les dirigeants des entreprises.

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

TABLE DES MATIÈRES

Remerciement
Table des matières
Préface

Sommaire

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CONCLUSIONS

A. INTRODUCTION

B. PERSPECTIVE DES INVESTISSEMENTS

C. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE MENÉE PAR ISTC

- Vue d'ensemble
- Investissements au Canada et à l'étranger
- Secteurs manufacturier et non manufacturier
- Par secteur
- Par région selon l'emplacement du siège social

D. FACTEURS INFLUANT SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

- Vue d'ensemble
- Accord de libre-échange entre le Canada et les É-U
- Technologie
- Recherche et développement
- Environnement
- Ressources humaines

ANNEXES

I. MÉTHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNÉES

II. QUESTIONNAIRE

III. TABLEAUX CONNEXES

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

PRÉFACE

Ce rapport est fondé sur les résultats de l'Enquête sur les investissements projetés menée auprès d'environ 250 grandes entreprises dans tout le Canada par Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) pendant l'hiver 1990-1991.

L'Enquête sur les investissements projetés est le deuxième volet d'une étude conjointe ISTC-Statistique Canada. Dans un premier temps, au début de septembre 1990, Statistique Canada a fait, par courrier, une enquête quantitative auprès des grandes entreprises sur leurs dépenses d'investissement réelles pour 1988 et 1989 et sur leurs débours prévus jusqu'en 1992. Dans un deuxième temps, ISTC, dans le cadre d'une enquête qualitative, a interviewé les cadres de ces entreprises. Le but premier de ces entrevues consistait à recueillir l'opinion des gens d'affaires à l'égard du contexte économique et politique actuel et de facteurs connexes importants comme l'Accord de libre-échange entre le Canada et les É.-U., Europe '92, la protection de l'environnement, la technologie, les ressources humaines et d'autres questions liées à la compétitivité. Ces données permettront à ISTC de mieux comprendre les préoccupations de l'industrie et de remplir son mandat avec plus d'efficacité et d'efficience.

Il convient de souligner que les résultats de l'enquête ne sont disponible que sous forme de données d'ensemble.

SOMMAIRE

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS
SOMMAIRE

A. Introduction

* L'Enquête sur les investissements projetés en deux phases de 1990 est une entreprise conjointe de ISTC et de Statistique Canada. Lors de la première phase, Statistique Canada a mené une enquête quantitative sur les dépenses en immobilisations des grandes sociétés pour 1988 et 1989 et sur les prévisions d'investissement pour les années allant jusqu'à 1992. La deuxième phase, l'Enquête de ISTC sur les intentions d'investissement, comportait des entrevues personnelles menées par des fonctionnaires de ISTC avec des dirigeants de quelque 250 grandes entreprises du Canada.

* L'enquête de ISTC avait pour principal objectif de réunir des données sur les facteurs influençant les décisions d'investissement ainsi que les opinions des chefs d'entreprise sur le contexte économique et politique actuel et sur les facteurs connexes comme le libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'Europe de 1992, la protection de l'environnement, la technologie, les ressources humaines et autres questions liées à la compétitivité.

* Les données réunies dans cette enquête permettront à ISTC de mieux connaître les préoccupations de l'industrie et de l'aider à s'acquitter de son mandat de façon plus efficace et efficiente.

* Les 250 entreprises qui ont participé à l'enquête n'ont pas été sélectionnées sur une base statistique. Les investissements projetés et les opinions dont il est fait état ici ne sont donc pas strictement représentatifs de l'économie dans son ensemble.

* Puisque dans cette enquête nous traitons avec les principaux intervenants du milieu des affaires - les chefs de file - leurs opinions seront souvent plus pertinentes que les sommes réellement investies par leurs entreprises.

* Les résultats ne sont disponibles que sous forme de données d'ensemble.

B. PRÉVISIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS

Les données sur l'ensemble des investissements à l'échelle du pays et sur les prévisions à cet égard qui figurent dans la présente section de la sommaire ont été recueillies au cours de l'été de 1990 et publiées en novembre dernier par Statistique Canada dans le cadre du premier volet de cette étude conjointe Statistique Canada - ISTC. Elles ont été incorporées au questionnaire d'ISTC et ont été un point de départ important pour l'étude des aspects qualitatifs du processus décisionnel en ce qui concerne les investissements.

* Près de 250 grandes entreprises ont participé au sondage mené par Statistique Canada. Ces entreprises représentent environ quarante pour cent (40 %) des dépenses annuelles totale des entreprises au Canada. Bien que les plans de dépenses de ces grandes entreprises ne traduisent pas nécessairement les intentions de toutes les entreprises, ils donnent toutefois un bon aperçu des perspectives en matière d'investissements des entreprises.

* Les dépenses d'investissement effectuées par les entreprises interrogées devraient totaliser 40,7 milliards en dollars courants de 1991, soit une hausse de 12,7 pour cent par rapport à 1990. Elles baisseront ensuite et se chiffreront à 40,2 milliards en 1992.

* L'augmentation entre 1990 et 1991 devrait principalement être attribuable à trois secteurs, soit ceux de l'énergie (3,4 milliards de dollars ou 21,3 %), des services de transport (0,7 milliard ou 47,1 %) et des finances et assurances (0,4 milliard ou 33,3 %). Les secteurs de la machinerie et de l'équipement et des finances et assurances sont les seuls secteurs qui devraient connaître une hausse importante des dépenses en 1991 et 1992.

C. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE D'ISTC

Toute l'information (quantitative et qualitative) qui figure dans les autres sections de la présente sommaire ainsi que l'interprétation qui en est faite sont fondées sur les données recueillies pendant l'hiver de 1990-1991 par ISTC dans le cadre du deuxième volet de l'étude conjointe ISTC - Statistique Canada. On peut donc s'attendre à des écarts entre les données de Statistique Canada sur les investissements intérieurs mentionnées ci-dessus à la section B et celles figurant dans le reste du rapport (c.-à-d. les résultats de l'enquête d'ISTC) pour les raisons que voici:

a) le taux de réponse à l'enquête postale de Statistique Canada a été de 96 pour cent alors que les hauts fonctionnaires d'ISTC n'ont pu interviewé, en personne ou par téléphone, que 80 pour cent des cadres qu'ils avaient prévu au début;

b) Beaucoup d'entreprises ont révisé leur plan d'investissements entre le moment où elles ont fourni leurs données à Statistique Canada et celui où les cadres ont rencontré les hauts fonctionnaires d'ISTC.

* Le total des investissements[1] en dollars courants[2] devrait augmenter à un taux

---

[1]***Le total des investissements*** *comprend les investissements consacrés aux installations et matériel neuf, au Canada et à l'étranger. Il ne comprend pas l'achat de terrains, les constructions résidentielles et les actifs usagés.* ***Le total des investissements au Canada*** *porte sur la partie de l'ensemble des investissements dépensés au Canada.*

composé annuel de 6,6 pour cent entre 1988 et 1992.

* Les taux annuels d'augmentation des investissements sont cependant inégaux; 7,9 pour cent entre 1989 et 1990, 8,8 pour cent entre 1990 et 1991 et seulement 0,7 pour cent entre 1991 et 1992.

2. Investissements au Canada et à l'étranger :

* Entre 1988 et 1992, le ***total des investissements*** devrait croître à un taux annuel composé de 6,6 pour cent alors que les ***investissements au Canada*** devraient augmenter à un taux annuel composé beaucoup plus élevé soit 8,2 pour cent.

* Les investissements au Canada devraient atteindre 35,4 milliards en 1991, soit 11,4 pour cent par rapport au niveau de 1990; et 36,2 milliards en 1992, soit 2,5 pour cent de plus qu'en 1991.

* Pendant cette même période, les dépenses en immobilisations des entreprises canadiennes à l'étranger devraient par contre diminuer à un taux annuel composé de 3,3 pour cent, à savoir 2,6 milliards en 1992 par rapport à 3,7 milliards en 1988. Mais les changements de pourcentage annuel révèlent une tendance à la hausse en 1988 et 1990 et une tendance à la baisse par la suite; c'est-à-dire +0,5 pour cent entre 1988 et 1989, +1,8 pour cent entre 1989 et 1990, -12,6 pour cent entre 1990 et 1991, et -20,7 pour cent entre 1991 et 1992.

3. Secteurs manufacturier et non manufacturier[3]:

* Dans l'ensemble, les dirigeants du secteur manufacturier se sont montrés pessimistes en ce qui concerne leurs perspectives d'investissement alors que les dirigeants du secteur non manufacturier se sont montrés plutôt optimistes et avaient l'intention d'augmenter largement leur capacité totale de production pendant la période à l'étude.

* Entre 1988 et 1992, alors que l'on prévoit que l'ensemble des investissements dans le secteur non manufacturier augmentera à un taux annuel composé de 11,9 pour cent, le taux annuel de changement des investissements prévus dans le secteur manufacturier se situe à -5 pour cent.

---

[2]*À moins d'indication contraire, toutes les sommes et les écarts en pourcentage sont fondés sur des chiffres en dollars courants.*

[3]*Voir les notes explicatives sur les secteurs à l'Annexe I.*

* Les taux des investissements au Canada pour les secteurs non manufacturiers et manufacturiers sont de 11,4 pour cent et -3,3 pour cent respectivement.

4. Investissements prévus par région[4]:

* Les investissements vont augmenter dans toutes les régions du Canada. La région de l'Alberta-Colombie-Britannique viendra en tête avec une croissance annuelle composée de 10,6 pour cent. Les provinces de l'ouest connaîtront des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale, l'Ontario et le Québec, des taux inférieurs à la moyenne nationale et les Maritimes, des taux correspondant à la moyenne nationale.

* Les secteurs non manufacturiers de toutes les régions ont signalé une croissance positive des investissements.

* Alors que les régions de l'Ontario et du Manitoba-Saskatchewan prévoient une croissance dans les secteurs non manufacturiers et manufacturiers, d'autres régions, en particulier le Québec, pourraient connaître un ralentissement marqué à court terme des investissements dans le secteur manufacturier (jusqu'en 1992).

D. Facteurs influant sur les intentions d'investissement

1. Aperçu :

On a posé aux dirigeants les questions suivantes :

(a) «Sur cette liste de 33 facteurs, veuillez indiquer les facteurs jugés importants au moment de l'investissement et le degré d'importance accordé selon une échelle graduée de +3 à -3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote +3 à un facteur de la plus grande importance.»

* Les cinq facteurs les plus fréquemment cités comme ayant une influence très importante (positive ou négative) sur les intentions d'investissement sont les suivants:

(i) encaissements prévus
(ii) compétitivité de l'entreprise
(iii) taux de rendement prévus
(iv) ventes prévues
(v) exportations prévues

---

[4]*Voir les notes explicatives sur les régions à l'Annexe I.*

Il y a lieu de noter que ces facteurs sont également ceux qui ont l'effet le plus positif sur les décisions d'investissement.

* Par contre, les cinq autres facteurs les plus fréquemment cités comprennent les facteurs macro-économiques. Ce sont également ceux qui ont les effets les plus négatifs sur les intentions d'investissement :

  (i) régime fiscal (taxation)
  (ii) politique monétaire (taux d'intérêt)
  (iii) taux de change
  (iv) politiques des gouvernements provinciaux
  (v) règlements gouvernementaux

* Les facteurs qui n'ont pratiquement pas d'influence, positive ou négative, sur les intentions d'investissement sont les suivants :

  (i) l'Europe de 1992
  (ii) les politiques en matière d'investissements étrangers
  (iii) les marchés publics
  (iv) la disponibilité de la main-d'oeuvre non spécialisée
  (v) la pénurie de matière première et d'outillage

2. L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) :

L'un des principaux objectifs de l'Enquête sur les investissements projetés de l'automne 1990 consistait à déterminer la nature et la portée de l'influence de l'Accord de libre-échange sur les intentions d'investissement.

(a) Résultats généraux :

* La majorité (154) des dirigeants d'entreprise (soit 82 pour cent) ont indiqué que l'ALE n'avait pas eu d'impact ou un impact très minime sur leurs décisions d'investissement.

* Trente-cinq entreprises (18 pour cent du total) ont signalé que l'ALE a joué un rôle important dans leurs décisions d'investissement; 19 entreprises (10 pour cent) ont signalé un impact positif important alors que 16 entreprises (8 pour cent) ont prétendu que l'ALE n'avait eu aucun effet négatif.

* Mais dans l'ensemble, la majorité des dirigeants interrogés ont estimé que l'ALE aura une influence favorable sur les entreprises canadiennes. Les chefs d'entreprise étaient davantage préoccupés, tout au moins pendant la période d'enquête, par le contexte économique actuel et les problèmes d'exploitation comme les encaissements, le coût

élevé du capital et l'incertitude des marchés.

* Alors que l'impact de l'ALE sur les intentions d'investissement des entreprises manufacturières, souvent négatif, varie suivant l'industrie, la région et l'importance des éléments d'actif de l'entreprise, l'influence de l'ALE sur les plans d'investissement des entreprises non manufacturières avait tendance à être moins variée; c'est-à-dire qu'elle était soit très positive dans le cas du secteur énergétique soit largement neutre dans le cas des secteurs de service.

(b) Les entreprises représentées par ces dirigeants peuvent être regroupées et comparées selon leur évaluation de l'influence de l'ALE.

COMPARAISON DES ENTREPRISES SELON LEUR ÉVALUATION POSITIVE OU NÉGATIVE DE L'ALE

ÉVACUATION POSITIVE	ÉVAL NÉGATIVE
Profils des entreprises :	
* Principalement non manufacturière et énergétique	* Principalement manufacturière
* Éléments d'actif moyen ou important	* Principalement petits
Plans d'action :	
* Accroissement de la commercialisation	* Accroissement de la commercialisation
* Expansion des installations	* Expansion des installations aux États-Unis
	* Rationalisation des usines
	* Nouvelles installations aux États-Unis
	* Déménagement des usines aux États-Unis
* Partenaires stratégiques	* Fusion
* Obtention de licences et distribution	* Développement de nouveaux produits
	* Amélioration de la qualité du produit

3. Technologie

* Les trois quarts des entreprises étudiées ont dit prévoir consacrer des investissements à la technologie. Ces 154 entreprises dépenseraient environ 4,5 milliards de dollars en 1990 et 4,2 milliards en 1991, soit pour adopter de nouvelles technologies soit pour améliorer les usines et le matériel. Il s'agit de l'équivalent d'environ 12,7 pour cent et 11 pour cent respectivement de l'ensemble des investissements prévus pour les deux années.

* Les principales augmentations dans ce domaine se produiraient dans les provinces à l'ouest de l'Ontario, en particulier dans les Prairies. Les parts de l'Ontario et du Québec du total des investissements prévus diminueraient de 74,8 pour cent en 1989 à 69,5 pour cent en 1991.

* Les cinq premiers facteurs ayant un effet positif (par ordre décroissant) sur les décisions d'investissement dans la technologie, selon le classement des dirigeants interrogés, sont les suivants :

  (a) rendement prévu de l'investissement
  (b) évolution des besoins des consommateurs
  (c) pression de la concurrence
  (d) innovation du produit
  (e) attitude favorable de la direction

4. Recherche et développement :

* Les entreprises consacreraient environ quatre et demi pour cent de l'ensemble des investissements prévus à la recherche et au développement chaque année.

* Les entreprises <u>manufacturières</u> ont consacré la plus grande partie de leurs dépenses dans ce domaine à la R&D maison et dans une moindre mesure, à d'autres arrangements comme des PV stratégiques. Par contre, les entreprises <u>non manufacturières</u> ont consacré environ 30 pour cent du budget de R&D aux activités de R&D des maisons-mères et des entreprises apparentées.

* Les cinq facteurs les plus fréquemment cités par les dirigeants d'entreprise comme étant des facteurs très importants dans leurs décisions d'investissement dans la R&D étaient les suivants (par ordre décroissant) :

  (a) accès au financement
  (b) disponibilité d'installations de R&D de bonne qualité
  (c) amélioration de la capacité technologique interne
  (d) coût du capital
  (e) risques et incertitude

5. Règlements de protection de l'environnement :

* Environ 70 pour cent des dirigeants interrogés ont indiqué que l'environnement n'avait qu'un effet minime ou nul sur leurs décisions d'investissement au Canada.

* Plus de 20 pour cent d'entre eux cependant ont indiqué que les questions environnementales avaient un effet positif important sur leurs décisions d'investissement au Canada.

* Moins de 10 pour cent ont estimé que les règlements de protection de l'environnement avaient un effet négatif important sur leurs décisions d'investir au Canada.

* Environ 70 pour cent des répondants n'avaient pas d'opinion ou ont estimé qu'il n'y avait pas une grande différence dans le degré de sévérité des règlement de protection de l'environnement canadiens et ceux d'autres pays.

* Les 30 pour cent restants étaient également partagés entre ceux qui estiment que les règlements canadiens sont plus sévères et ceux qui pensent qu'ils le sont moins que dans d'autres pays.

* Comme prévu, les entreprises manufacturières étaient beaucoup plus critiques des règlements de protection de l'environnement que les entreprises non manufacturières.

* Les dirigeants des secteurs des aliments et boissons, du transport et de l'énergie estimaient généralement que les préoccupations et les règlements relatifs à l'environnement leur offriraient de nouvelles possibilités ou leur donneraient même un avantage compétitif sur leurs concurrents. Plus de 90 pour cent des investissements associés aux préoccupations environnementales prévus dans les industries alimentaires et plus de 85 pour cent de ceux prévus dans les industries de l'équipement de transport devaient servir à exploiter les nouvelles possibilités commerciales offertes par les préoccupations environnementales ou en tirer profit.

* Les dirigeants pour qui les règlements protégeant l'environnement ont un effet négatif important sur leurs décisions d'investissement tendent souvent à appartenir aux secteurs des industries des produits du bois et du papier, industries chimiques et des produits chimiques, des métaux et des minerais métallifères.

* Dans l'ensemble, environ 6 milliards de dollars seraient investis dans les procédés de production, les usines et le matériel destinés à améliorer l'environnement dans chacune des deux années 1990 et 1991.

6. Ressources humaines :

* Les ressources humaines ne sont pas considérées comme un élément important de la préparation des plans d'investissement des entreprises, que ce soit sur le plan de l'investissement financier ou des préoccupations de l'entreprise au sujet de la disponibilité de la main-d'oeuvre et du personnel de gestion.

* La plupart des dirigeants estiment qu'ils ont ou peuvent facilement recruter un personnel de gestion et un personnel professionnel compétents à qui ils accorderaient une bonne rémunération. De ce point de vue, ils pensent que le Canada a un avantage comparatif dans le domaine des ressources humaines.

* Cela explique également pourquoi près de 20 pour cent des dirigeants interrogés estiment que les ressources humaines sont un facteur très important alors que seulement 13 pour cent d'entre eux consacreraient des fonds à la formation ou au perfectionnement du personnel.

* L'ensemble des investissements prévus pour la formation et le perfectionnement du personnel pour 1989, 1990 et 1991 représenterait 548 millions de dollars, 596 millions de dollars et 626 millions de dollars respectivement. Il s'agit de l'équivalent d'environ 3 pour cent du total annuel des investissements prévus par les compagnies qui ont déclaré vouloir investir dans les ressources humaines.

* Les entreprises non manufacturières consacreraient plus des trois quarts de cet investissement total dans les ressources humaines alors que les secteurs de l'énergie et des transports collectivement représentent environ 50 pour cent du total de l'investissement prévu.

CONSTATATIONS IMPORTANTES ET CONCLUSIONS

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS
CONSTATATIONS IMPORTANTES ET CONCLUSIONS

A. INTRODUCTION

L'investissement n'est pas seulement un facteur déterminant au chapitre de l'expansion économique et de la prospérité, c'est aussi un moyen efficace d'assurer le contrôle et la compétitivité de l'industrie dans le contexte actuel de la mondialisation. En fait, les efforts déployés pour accélérer ce phénomène ne sont pas tant marqués par une augmentation des liens commerciaux que par une circulation accrue des investissements et des technologies[5]. Il est donc essentiel pour le gouvernement d'être au courant au bon moment des investissements que prévoient de faire les entreprises et des facteurs qui influent sur leurs décisions à cet égard pour gérer efficacement ses initiatives concernant la prospérité nationale et la compétitivité de l'industrie.

Cette année, dans le cadre de l'Enquête sur les investissements projetés, les cadres du gouvernement et des entreprises ont eu l'occasion de se rencontrer, d'examiner les prévisions en matière d'investissement et d'échanger au sujet des facteurs influant sur le processus décisionnel concernant les investissements et sur le contexte commercial actuel. On ne trouvera donc pas dans ce rapport seulement un résumé des investissements projetés en milieu de trimestre par les entreprises, mais également certaines réflections, pensées et impressions des hauts fonctionnaires d'ISTC sur leurs échanges avec les cadres au sujet de facteurs importants influant sur la compétitivité des industries canadiennes.

B. PRÉVISIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS

Les données sur l'ensemble des investissements à l'échelle du pays et sur les prévisions à cet égard qui figurent dans la présente section du rapport ont été recueillies au cours de l'été de 1990 et publiées en novembre dernier par Statistique Canada dans le cadre du premier volet de cette étude conjointe Statistique Canada - ISTC. Elles ont été incorporées au questionnaire d'ISTC et ont été un point de départ important pour l'étude des aspects qualitatifs du processus décisionnel en ce qui concerne les investissements.

Près de 250 grandes entreprises ont participé au sondage mené par Statistique Canada. Ces entreprises représentent environ quarante pour cent (40 %) des dépenses annuelles totale des entreprises au Canada. Bien que les plans de dépenses de ces grandes entreprises ne traduisent pas nécessairement les intentions de toutes les entreprises, ils donnent toutefois un bon aperçu des perspectives en matière d'investissements des entreprises.

---

[5]*Ostry, Sylvie, "Gouvernments & Corporations in a Shrinking World: Trade & Innovation Policies in the United States, Europe & Japan", Council on Foreign Relations Press, New York, 1990, p. 1.*

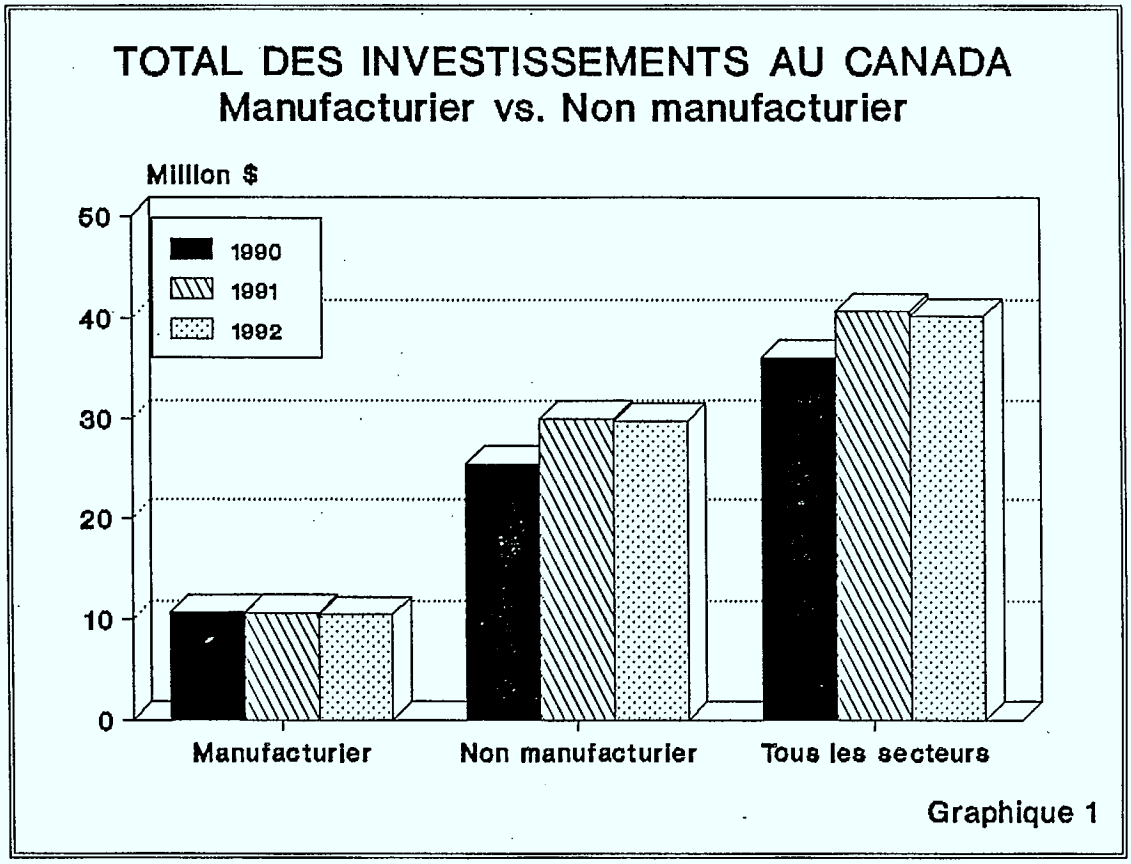


TABLEAU 1
TOTAL DES INVESTISSEMENTS AU CANADA, 1990-1992

SECTEUR*	Million $			Changement annuel (%)	
	1990	1991	1992	91/90	92/91
Aliments & boissons	1,982	1,995	1,549	0.7	-22.4
Bois et papier	1,866	1,656	1,888	-11.3	14.0
Produits Chimique	947	1,155	1,130	22.0	-2.2
Métaux	3,056	2,711	2,528	-11.3	-6.8
Matériel & outillage	2,005	2,279	2,613	13.7	14.7
Matériel électrique	832	840	770	1.0	-8.3
Total (manufacturier)	10,688	10,636	10,478	-0.5	-1.5
Énergie	16,046	19,461	19,246	21.3	-1.1
Construction	1,148	1,053	911	-8.3	-13.5
Services de transport	1,566	2,304	2,184	47.1	-5.2
Communication	4,417	4,627	4,717	4.8	1.9
Finance & assurance	1,213	1,617	1,810	33.3	11.9
Ventes d'aliment au détail	254	259	252	2.0	-2.7
Services de consommation	761	724	635	-4.9	-12.3
Total (Non-Manufacturier}	25,405	30,045	29,755	18.3	-1.0
Tous les secteurs	36,093	40,681	40,233	12.7	-1.1

** Étant donné que les entreprises qui sont participé au sondage sont des sociétés complexes dont les activités industrielle sont multiples, la répartition dans les secteurs manufacturier ou non manufacturier est arbitraire dans une certaine mesure.*

Les dépenses d'investissement effectuées par les entreprises interrogées devraient totaliser 40,7 milliards en dollars courants de 1991, soit une hausse de 12,7 pour cent par rapport à 1990. Elles baisseront ensuite et se chiffreront à 40,2 milliards en 1992 (voir graphique 1).

L'augmentation entre 1990 et 1991 devrait principalement être attribuable à trois secteurs, soit ceux de l'énergie (3,4 milliards de dollars ou 21,3 %), des services de transport (0,7 milliard ou 47,1 %) et des finances et assurances (0,4 milliard ou 33,3 %). Les secteurs de la machinerie et de l'équipement et des finances et assurances sont les seuls secteurs qui devraient connaître une hausse importante des dépenses en 1991 et 1992 (voir au tableau 1).

C. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE D'ISTC

Toute l'information (quantitative et qualitative) qui figure dans les autres sections du présent rapport ainsi que l'interprétation qui en est faite sont fondées sur les données recueillies pendant l'hiver de 1990-1991 par ISTC dans le cadre du deuxième volet de l'étude conjointe ISTC - Statistique Canada. On peut donc s'attendre à des écarts entre les données de Statistique Canada sur les investissements intérieurs mentionnées ci-dessus à la section B et celles figurant dans le reste du rapport (c.-à-d. les résultats de l'enquête d'ISTC) pour les raisons que voici (voir au tableau 2) :

a) le taux de réponse à l'enquête postale de Statistique Canada a été de 96 pour cent alors que les hauts fonctionnaires d'ISTC n'ont pu interviewé, en personne ou par téléphone, que 80 pour cent des cadres qu'ils avaient prévu au début;

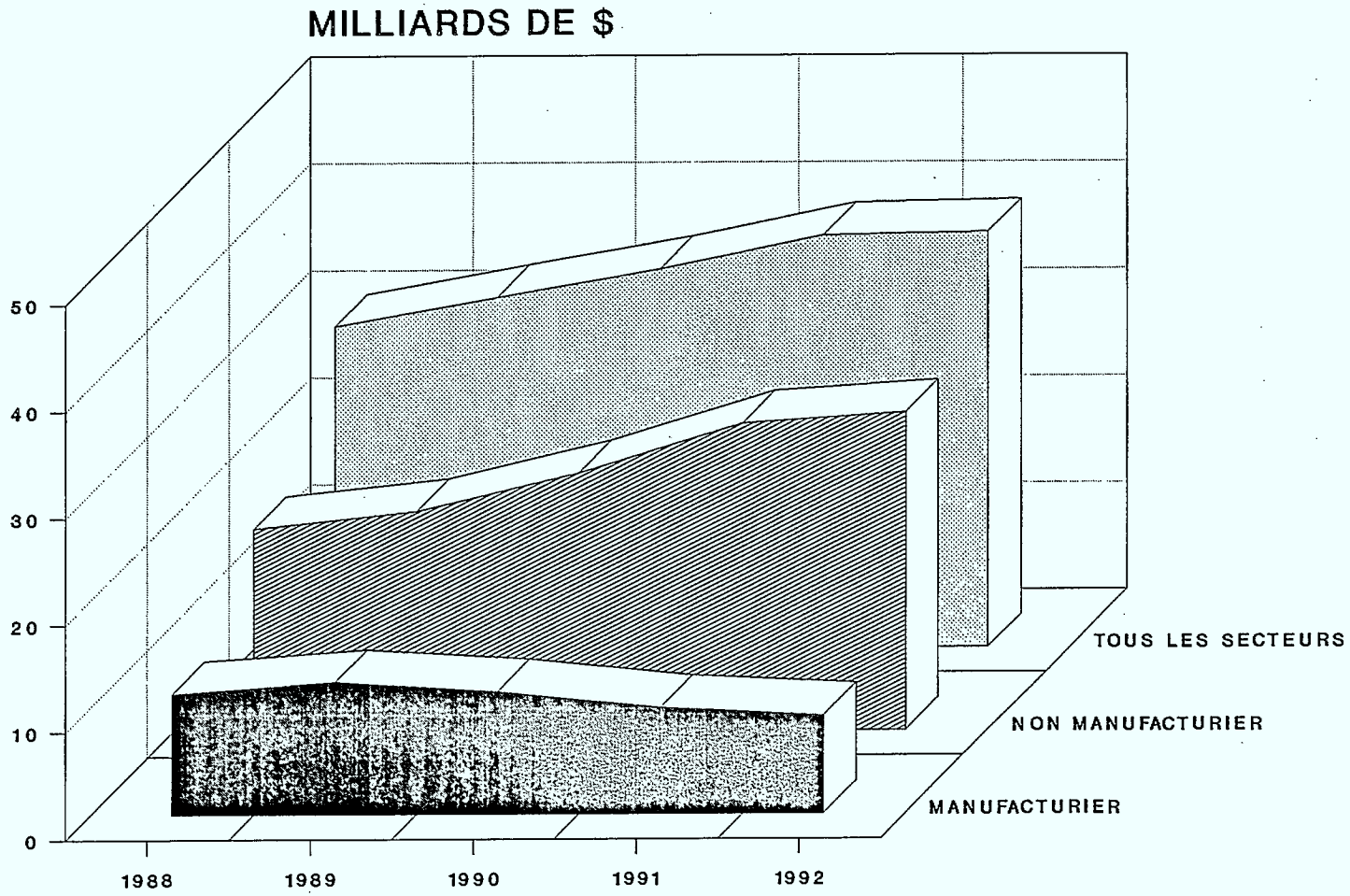
b) Beaucoup d'entreprises ont révisé leur plan d'investissements entre le moment où elles ont fourni leurs données à Statistique Canada et celui où les cadres ont rencontré les hauts fonctionnaires d'ISTC.

TABLEAU 2: COMPARAISON DES RÉSULTATS CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

ITEM	ENQUÊTE POSTALE DE STATISTIQUE CANADA		ENTREVUES D'ISTC	
	1991	1992	1991	1992
Investissements au Canada (Mil. $)	40,681	40,233	35,366	36,237
Total des investissement ($Mil.)	N.A.*	N.A.*	38,689	38,874
Échantillon - nombre total	249	249	245	245
Taux de réponse	96	96	80	80

* non disponible

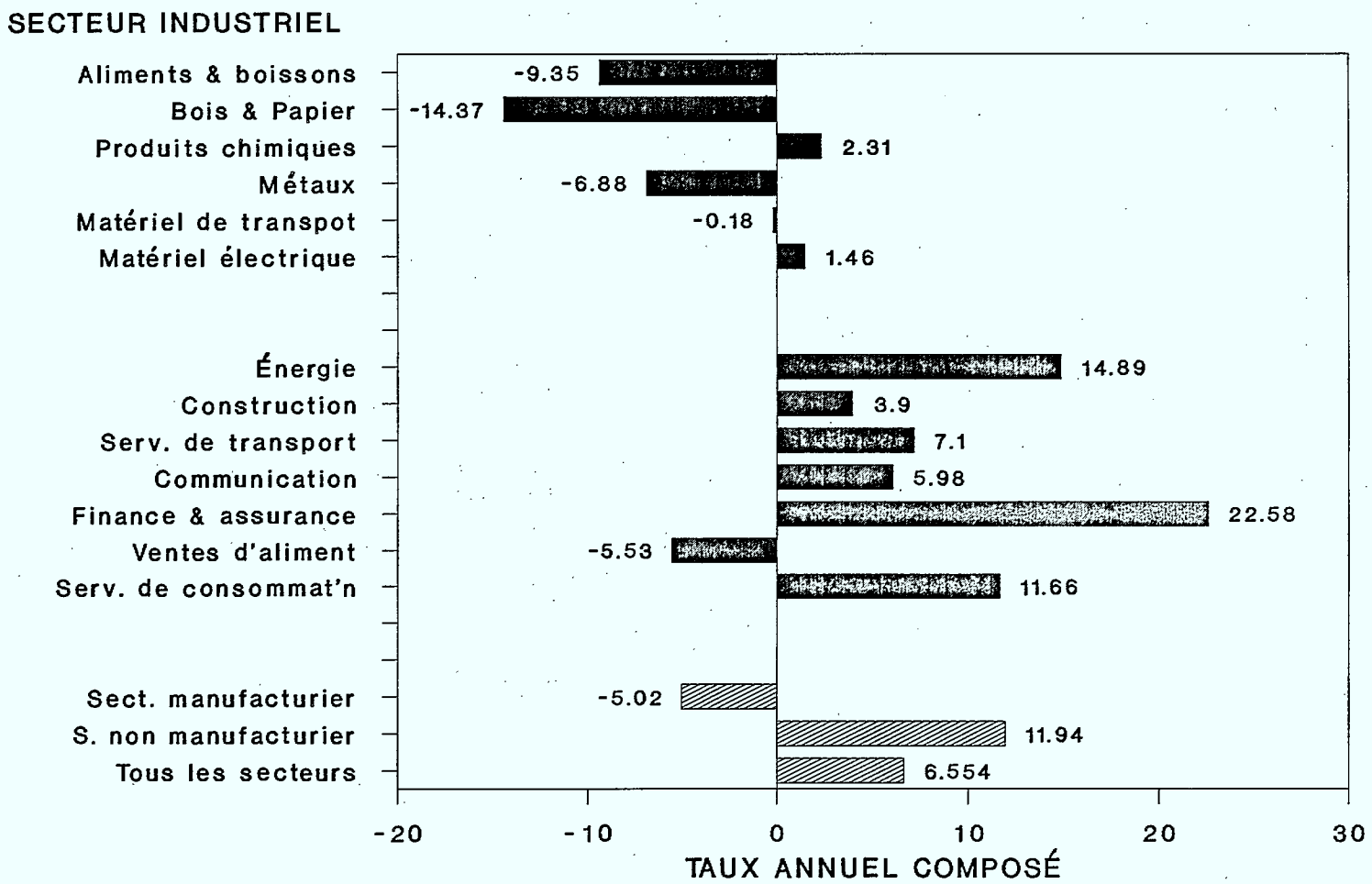
TOTAL DES INVESTISSEMENTS: 1988-1992
Manufacturier VS. Non Manufacturier



En dollars Canadiens courants

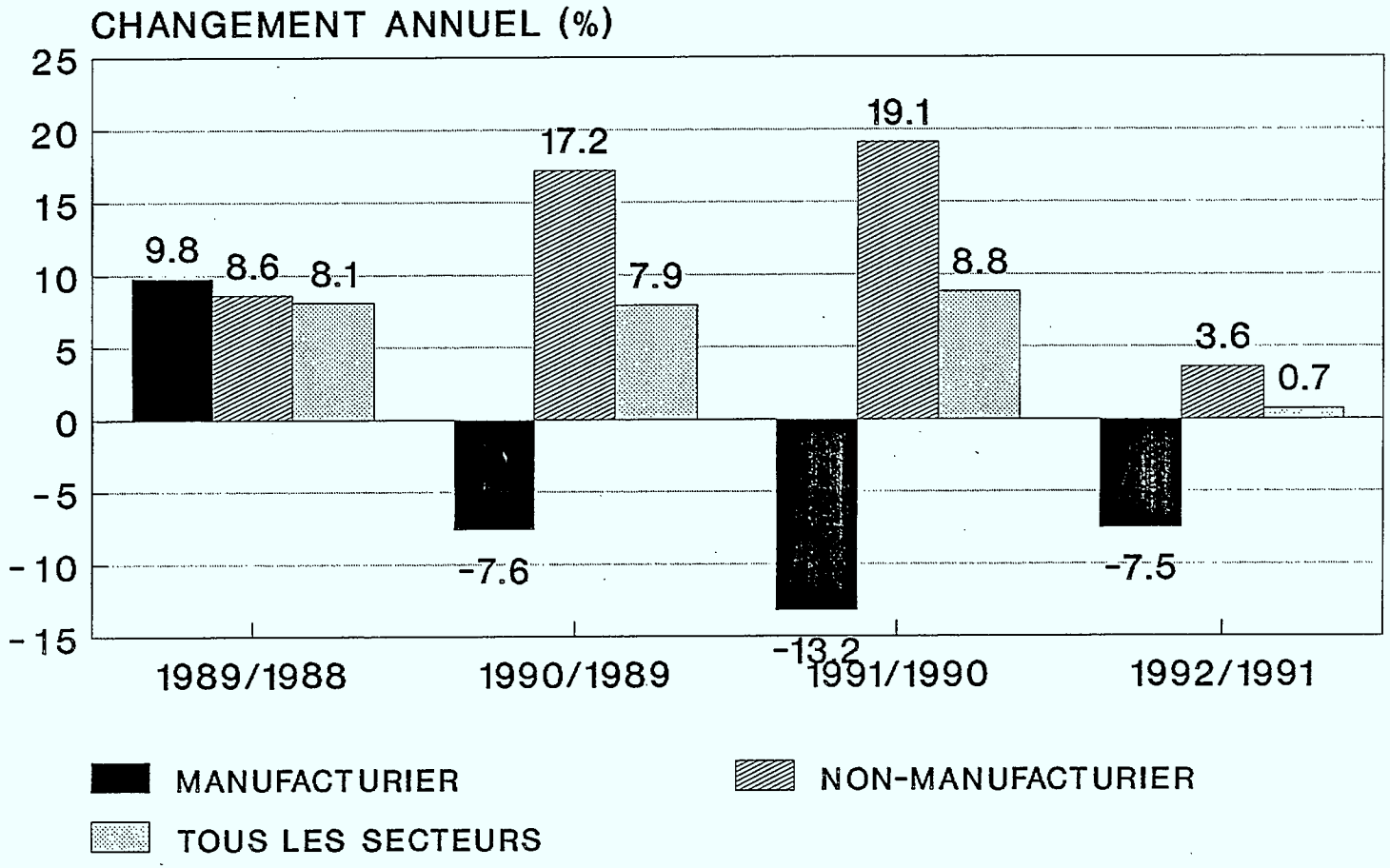
Graphique 2

CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT TOTAL 1988-1992



Graphique 3

TOTAL DES INVESTISSEMENTS: 1988-1992
Changement de pourcentage annuel



Graphique 4

Aperçu

Les entreprises interviewées par ISTC ont précisé qu'elles ont dépensé environ 35,5 millions de dollars en 1990 au chapitre des nouvelles installations et de l'outillage, soit près de 2,6 milliards de plus qu'en 1989 (32,9 milliards). Les investissements qu'elles prévoient de faire atteignent 38,6 milliards et 38,9 milliards en 1991 et 1992, respectivement (voir graph. 2).

Les 194 entreprises qui ont participé à l'enquête ont fait état d'un taux composé annuel d'augmentation des investissements en dollars canadiens courants (2) de 6,6 pour cent pour toute la période allant de 1988 à 1992 (voir au graphique 3). Les taux d'augmentation des investissements sont cependant assez inégaux d'une année à l'autre, soit 9,0 pour cent entre 1988 et 1989, 7,9 pour cent entre 1989 et 1990, 8,8 pour cent entre 1990 et 1991 et seulement 0,7 pour cent entre 1991 et 1992 (voir au graphique 4). Il convient de souligner que le total des investissements inclut les dépenses d'investissement tant au Canada qu'à l'étranger, mais exclut l'achat de terrains, la construction résidentielle et les actifs usagés[6].

Investissements au pays et à l'étranger

De 1988 à 1992, les investissements effectués par les entreprises interviewées devraient augmenter à un taux annuel composé de 6,6 pour cent (voir au graphique 3) et les dépenses d'investissement intérieures, à un taux annuel composé de 8,2 pour cent (voir au graphique 6). Les dépenses intérieures au chapitre des installations et de l'outillage atteindraient 31,7 milliards en 1990 et 36,2 milliards, en 1992 en regard de 29,1 milliards en 1989 (voir au graphique 5). Les taux d'augmentation d'une année à l'autre devraient se maintenir, soit 8,7 pour cent entre 1989 et 1990, 11,7 pour cent entre 1990 et 1991 et 2,5 pour cent entre 1991 et 1992 (voir au graphique 7).

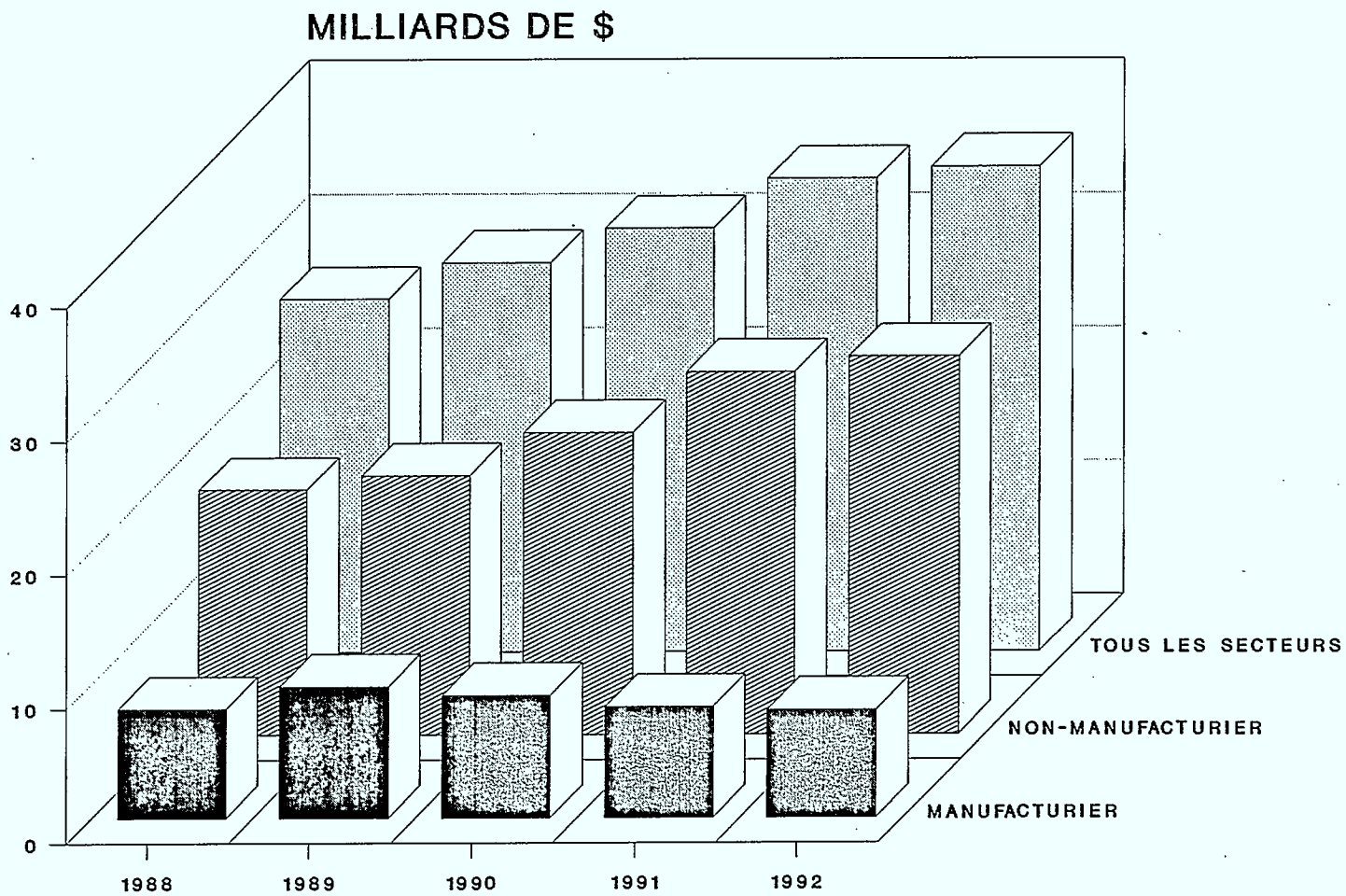
Cette hausse élevée et, dans un certain sens, stable, des dépenses intérieures fait contraste avec les investissements du Canada dans d'autres pays. Par exemple, les investissements canadiens aux États-Unis qui se chiffraient à 1 972 000 000 $ en 1989 passeront à 1 541 000 000 en 1992, soit un taux annuel composé de -6,0 pour cent. Quant aux investissements du Canada en Europe, ils demeureront raisonnablement stables, soit environ 830 millions par année, alors que les investissements dans des pays autres que les É.-U. et l'Europe augmenteront, se chiffrant à près de 600 millions en 1990 et 1991, et chuteront ensuite en 1992, passant à 370 millions, ce qui signifie un taux d'augmentation annuelle composée moyenne de 4,2 pour cent entre 1988 et 1992 (voir au graphique 8).

Les dépenses d'investissement à l'étranger qui étaient de 3,7 milliards de dollars en 1988, passeront à 3,8 milliards en 1990 et à 2,6 milliards en 1992. Les augmentations d'une année à l'autre révèlent une tendance à la hausse correspondante entre 1988 et 1990 et une chute

---

[6] *À moins d'avis contraire, tout ce qui suit concernant les investissements exclut l'achat de terrains.*

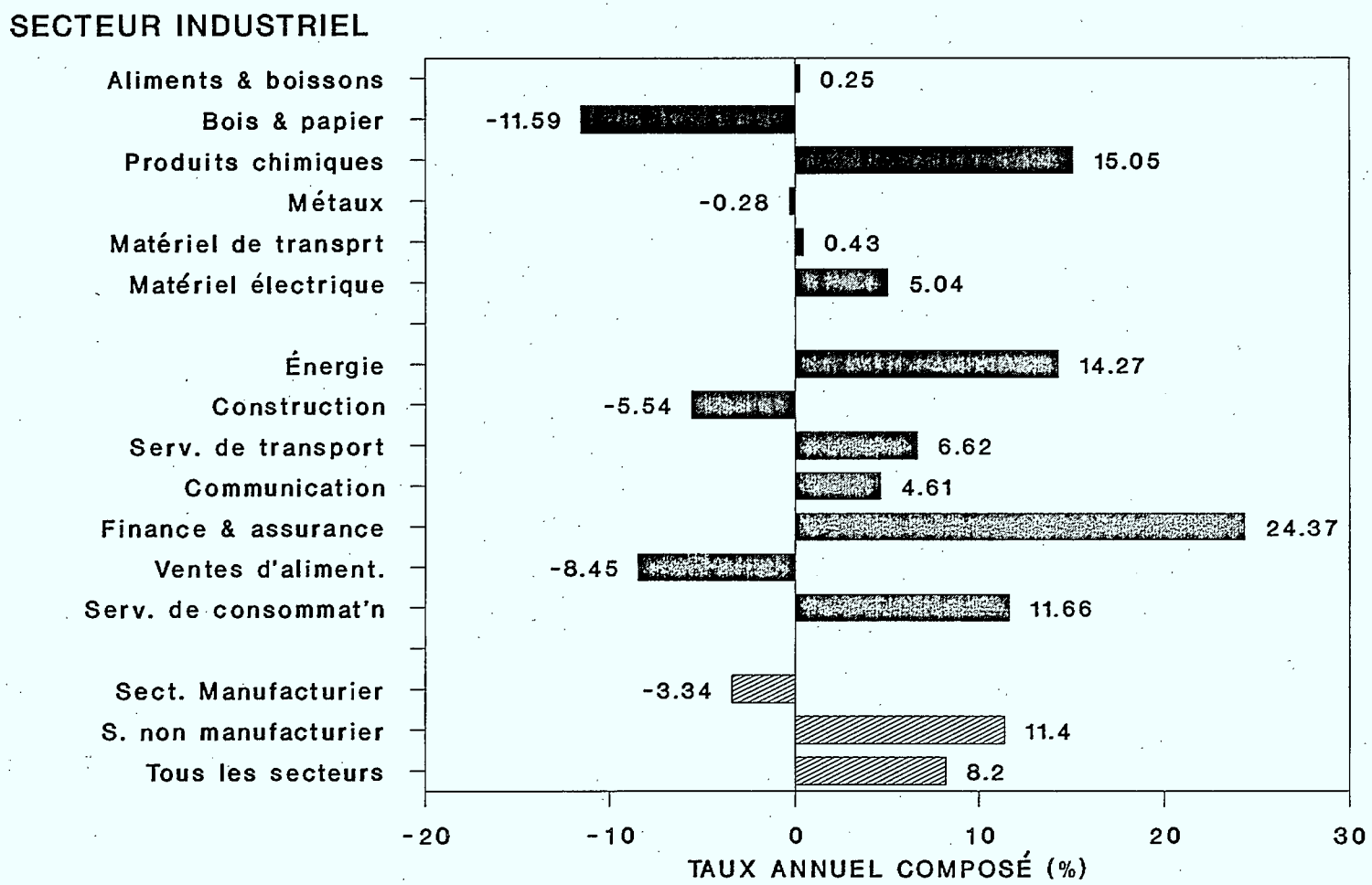
TOTAL DES INVESTISSEMENTS AU CANADA 1988-1992



En dollars canadiens courants

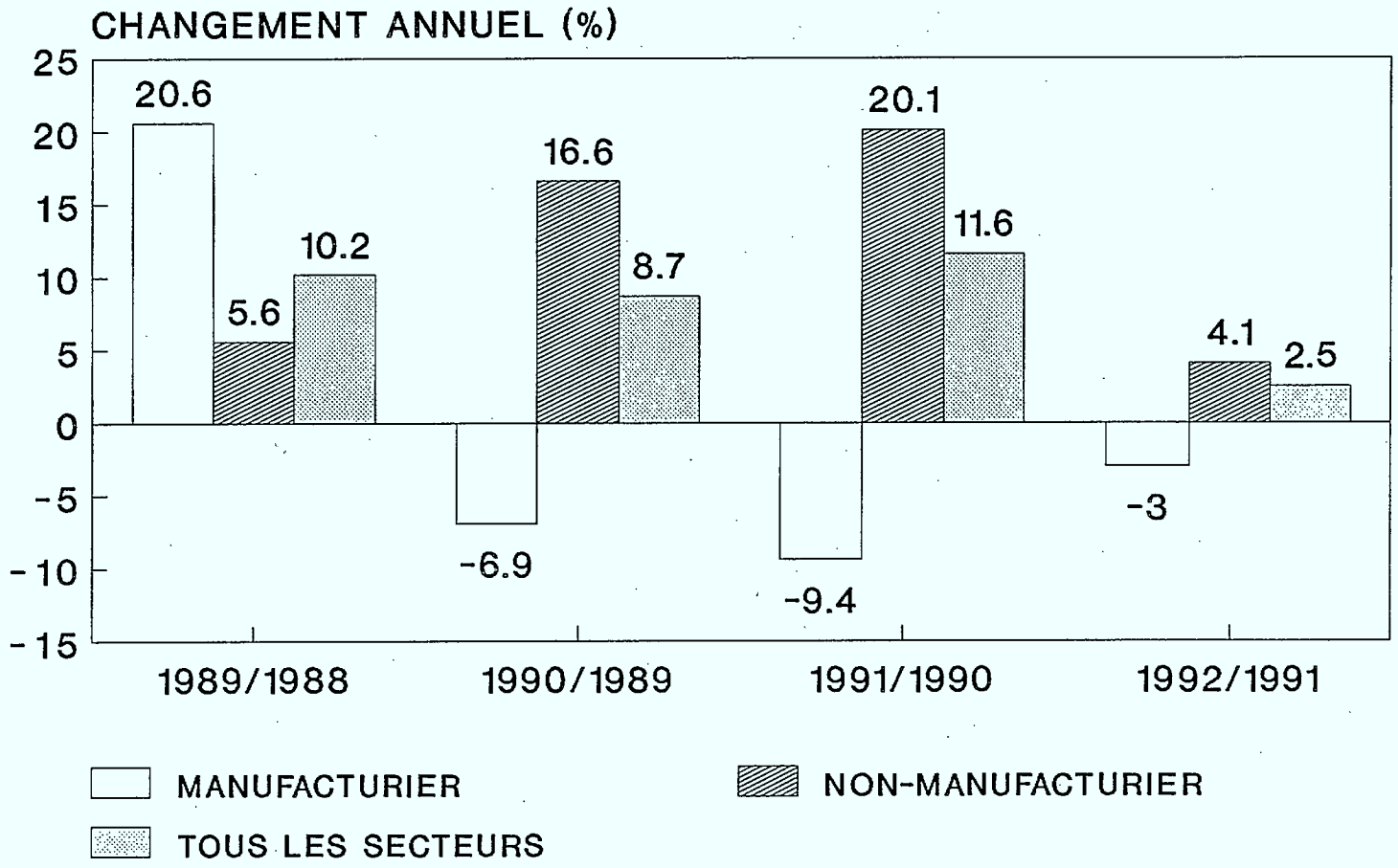
Graphique 5

CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT TOTAL AU CANADA PAR SECTEUR INDUSTRIEL: 1988-1992



Graphique 6

TOTAL DES INVESTISSEMENTS AU CANADA
Changement de pourcentage annuel



Graphique 7

accélérée par la suite, soit +0,5 pour cent entre 1988 et 1989, +1,8 pour cent entre 1989 et 1990, -12,6 pour cent entre 1990 et 1991 et -20,6 pour cent entre 1991 et 1992.

Secteur manufacturier vs secteur non manufacturier

Dans l'ensemble, l'enquête visait 138 (56 %) entreprises du secteur manufacturier et 107 (44 %), du secteur non manufacturier. Sur les 194 réponses analysées dans le présent document, 108 (56 %) entreprises proviennent du secteur manufacturier et 86 (44 %), du secteur non manufacturier (voir au graphique I.2).

Les hausses de l'ensemble des investissements pendant la période visée sont attribuables surtout aux dépenses plus élevées effectuées par les entreprises du secteur non manufacturier. D'où des pertes au chapitre des dépenses totales en immobilisations liées à des investissements moindres au sein du secteur manufacturier. De 1988 à 1992, alors que l'ensemble des investissements dans le secteur non manufacturier devait augmenter à un taux composé annuel de 11,9 pour cent, le taux prévu à ce chapitre dans le secteur manufacturier était de -5,0 pour cent (voir au graphique 3). À titre de comparaison, les taux d'investissement intérieur dans les secteurs non manufacturier et manufacturier sont respectivement de 11,4 pour cent et de -3,3 pour cent (voir au graphique 6).

Par secteur

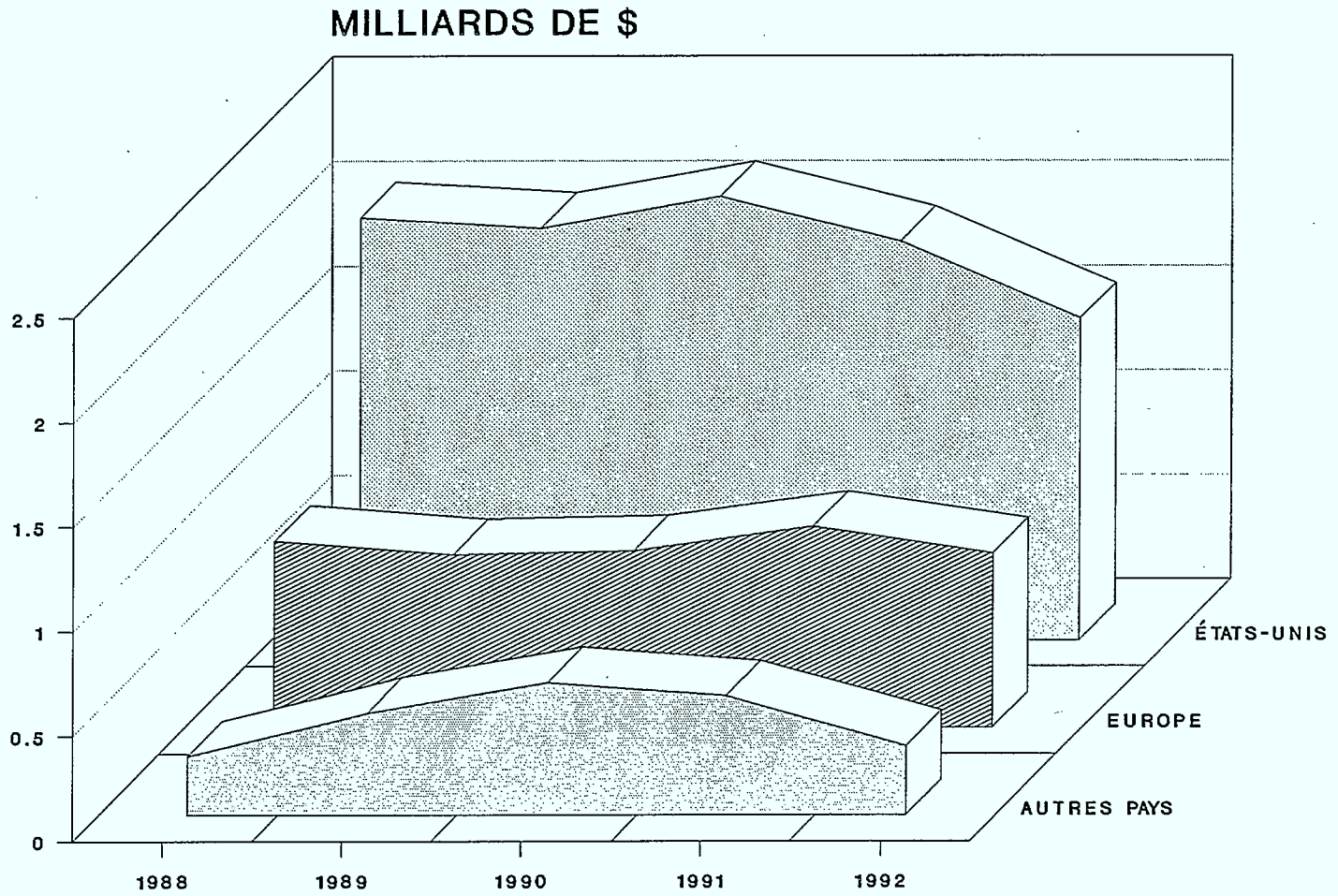
Au graphique 6, on compare les taux composés annuels d'augmentation de l'ensemble des investissements et des investissements intérieurs pour 18 secteurs de l'industrie canadienne enregistrés entre 1988 et 1992. Les cadres des entreprises du secteur manufacturier étaient considérablement pessimistes quant aux perspectives en matière d'investissement. À quelques exceptions près, les entreprises manufacturières ont signalé une baisse de l'ensemble des investissements qu'elles prévoyaient de faire. Les secteurs de la machinerie et de l'équipement, des produits du bois et du papier et des métaux et minéraux ont enregistré une baisse supérieure aux taux de diminution composés annuels moyens.

Par contre, les cadres des entreprises non manufacturières avaient une attitude plutôt positive à l'égard du contexte d'investissement et avaient l'intention d'accroître considérablement leur capacité totale de production pendant la période visée. Les secteurs de l'énergie, des finances et assurances et des services généraux aux entreprises ont signalé des hausses importantes au chapitre de la formation de capital.

Par région

La ventilation régionale de l'ensemble des investissements à moyen terme figure au graphique 9 et au tableau 3.

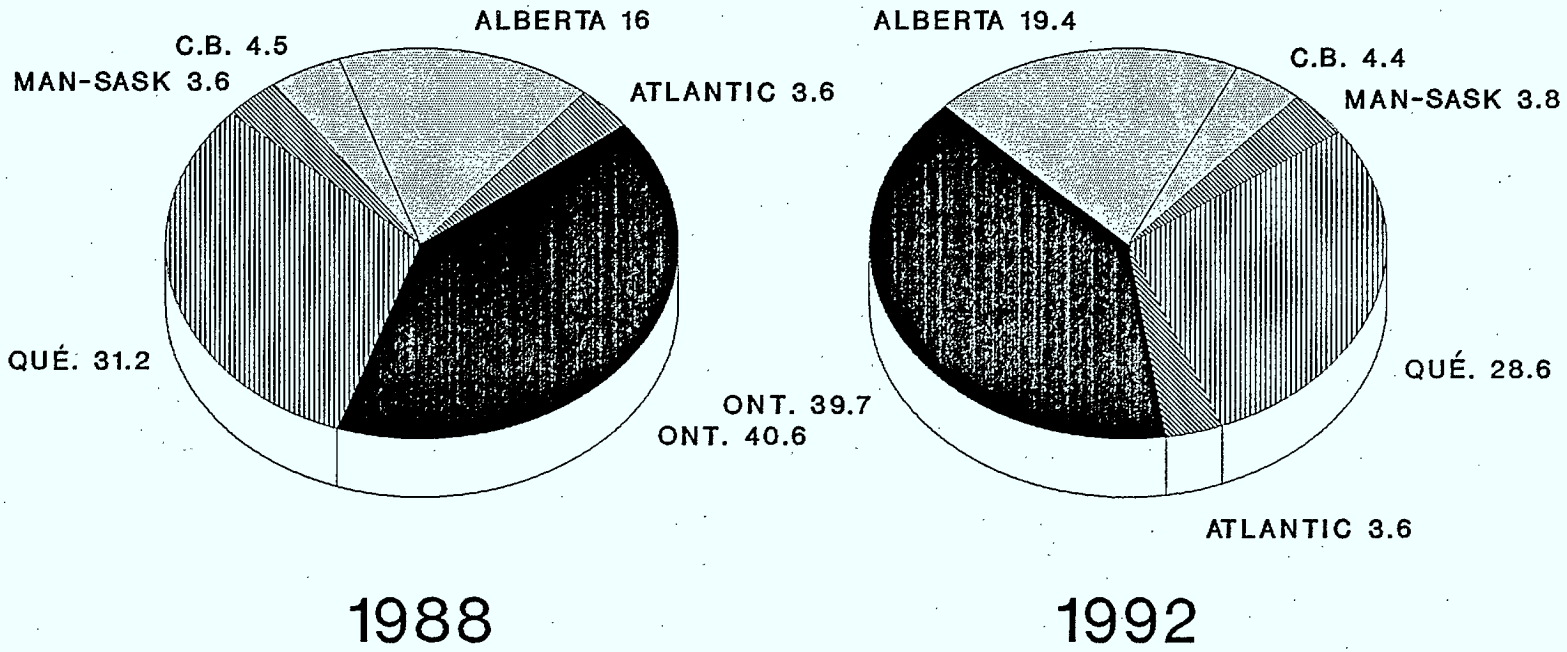
TOTAL DES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER 1988-1992



En dollars canadiens courants

Graphique 8

TOTAL DES INVESTISSEMENTS
PART DES PROVINCES: 1988 & 1992



Graphique 9

L'ensemble des investissements devrait augmenter de 6,6 pour cent par année au cours de la période à l'étude. Toutes les régions du Canada y trouveront leur part, celle de la Colombie-Britannique-Alberta occupant le premier rang avec un taux annuel composé d'augmentation de 10,62 pour cent. Dans les provinces de l'Ouest canadien, les taux d'augmentation des investissements seront supérieurs à la moyenne, en Ontario et au Québec, inférieurs à la moyenne et dans les provinces de l'Atlantique, ils correspondront à peu près aux taux moyens. En comparant les modèles de croissance des secteurs manufacturier et non manufacturier, on constate qu'il y a des écarts régionaux considérables. Alors que les régions de l'Ontario et du Manitoba-Saskatchewan signale une augmentation dans les secteurs manufacturier et non manufacturier, d'autres régions, en particulier celle du Québec, pourraient connaître une diminution importante des investissements dans le secteur manufacturier à court terme (jusqu'en 1992). Toutes les régions ont indiqué une augmentation des dépenses dans les secteurs non manufacturiers.

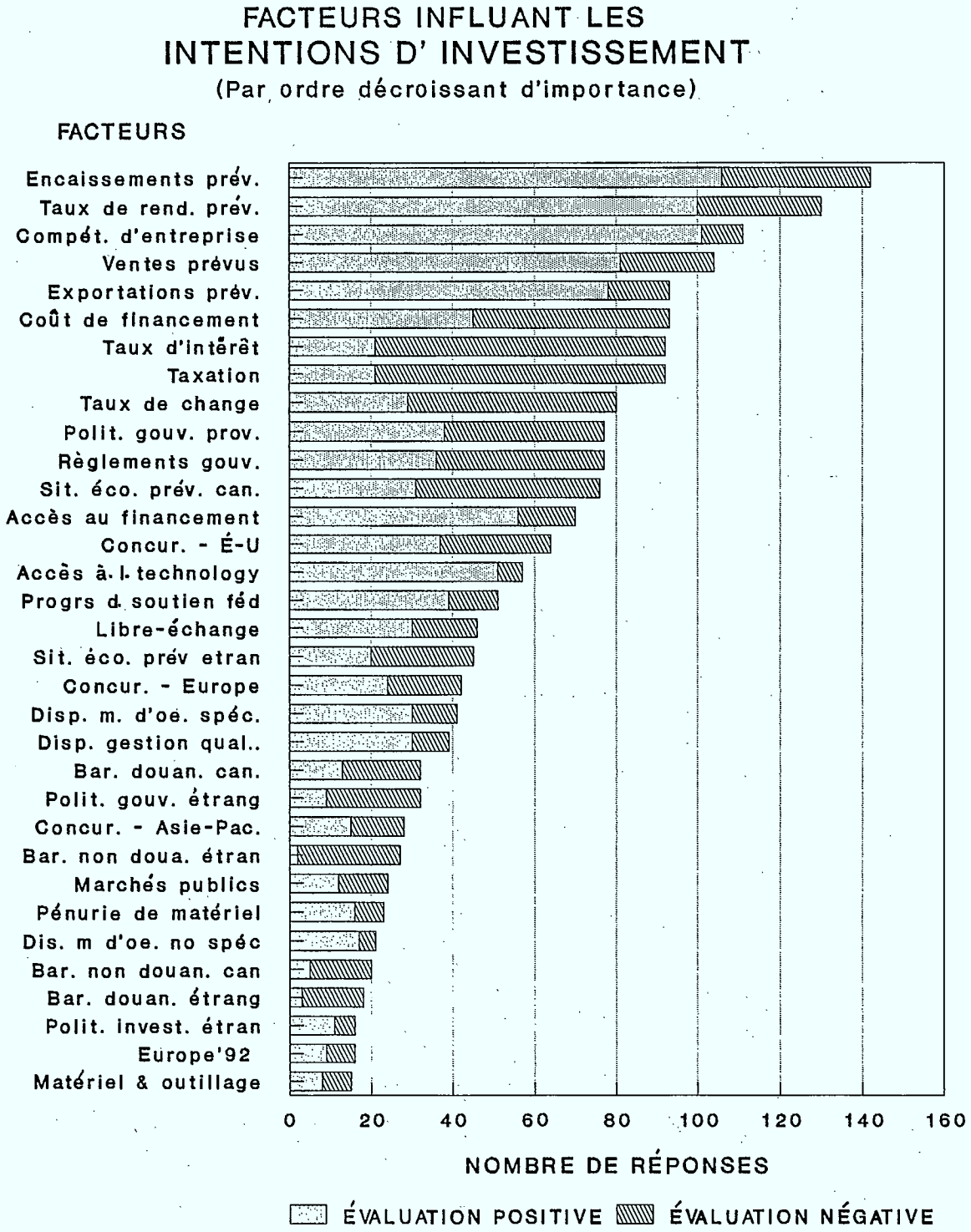
Tableau 3
Ventilation Régionale de l'ensemble des Investissements, 1988-1992

RÉGION	1988	1989	1990	1991	1992
	POURCENTAGES				
ATLANTIQUE	3.6	3.7	4.5	4.3	3.5
QUÉBEC	31.2	32.0	31.2	29.2	28.6
ONTARIO	40.6	39.3	38.1	37.1	39.7
MAN-SASK	3.6	3.7	4.1	4.3	3.8
ALT-C.B.	20.5	20.8	21.6	24.7	23.8
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

D. FACTEURS INFLUANT SUR LES INTENTIONS D' INVESTISSEMENT

Aperçu

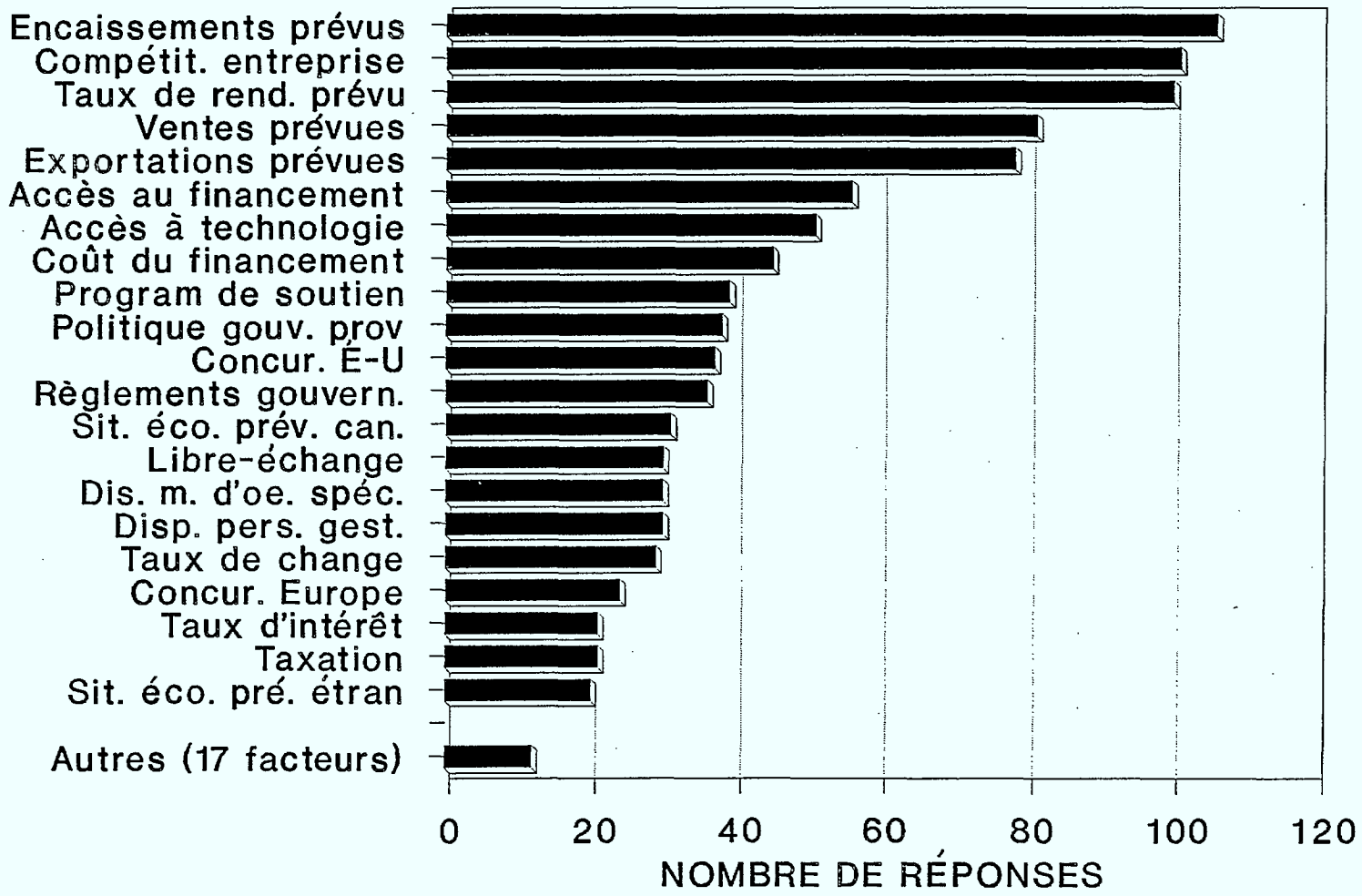
Un des principaux objectifs de l'enquête qualitative d'ISTC consistait à déterminer la nature et l'importance des divers facteurs influant sur les décisions en matière d'investissements et de connaître l'opinion des gens d'affaires à l'égard des questions du jour ayant de sérieuses conséquences. En prenant connaissance des données interprétées dans les sections suivantes du rapport, il faut tenir compte non seulement du petit échantillon de l'enquête mais également du nombre d'entreprises qui ont répondu à chaque question spécifique. La qualité des résultats doit toutefois être jugée davantage sur le fait qu'il s'agit de l'opinion des principaux cadres d'entreprises au Canada que sur le nombre d'entreprises que ces cadres



Graphique 10

FACTEURS INFLUANT SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

(Par ordre décroissant des effets positifs)

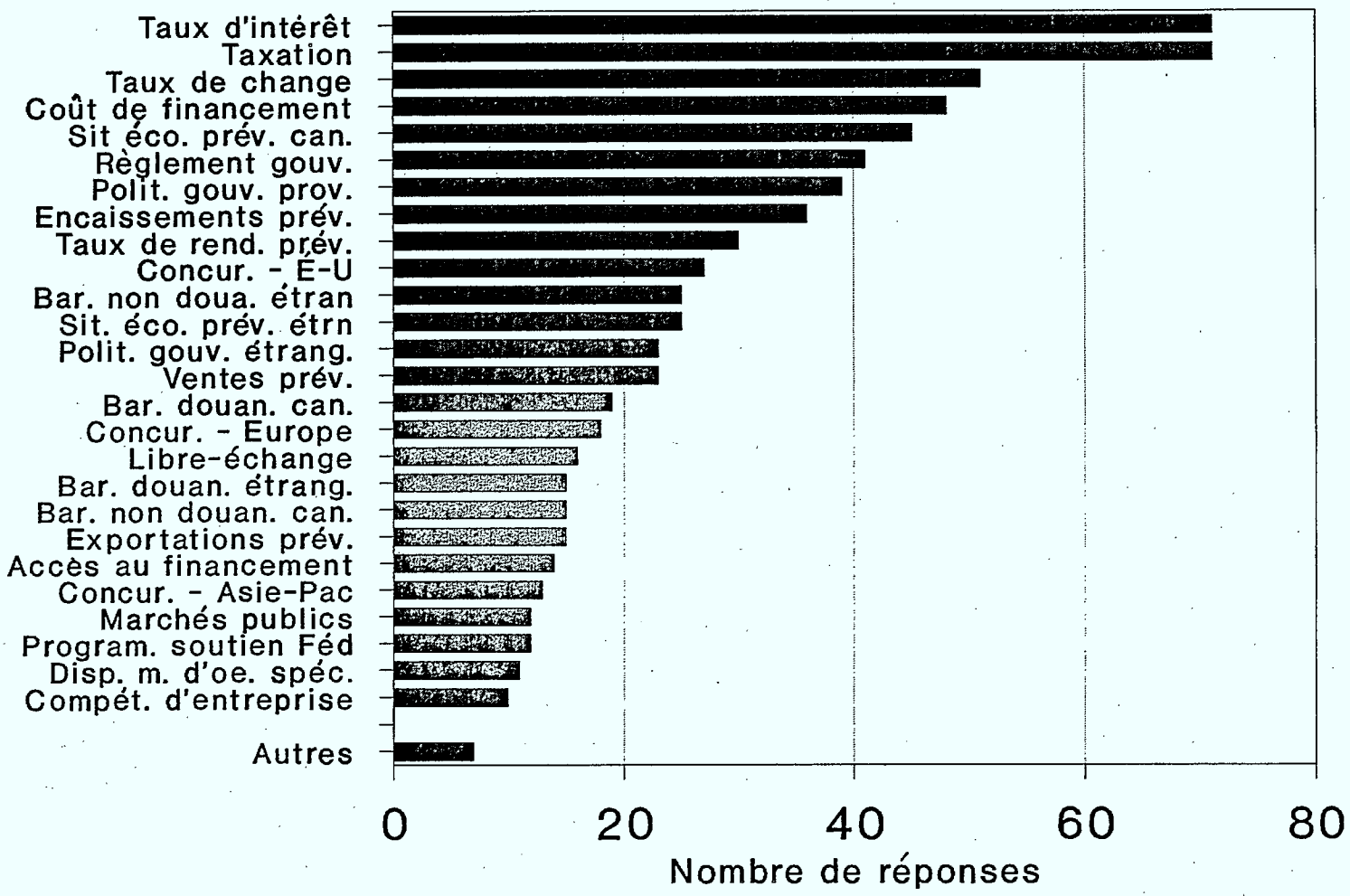


Classement des dirigeants d'entreprise

Graphique 11

FACTEURS INFLUANT SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

(Par ordre décroissant des effets négatifs)



Classement des dirigeants d'entreprise

Graphique 12

représentent. Dans les graphiques 10, 11 et 12, on présente un compte rendu de l'importance qu'ils accordent à 33 facteurs qui influent sur leurs plans en matière d'investissement (voir le questionnaire à l'Annexe II).

On a posé aux dirigeants les questions suivantes :

(a) «Sur cette liste de 33 facteurs, veuillez indiquer les facteurs jugés importants au moment de l'investissement et le degré d'importance accordé selon une échelle graduée de -3 à 3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.»

Le graphique 10 met en évidence, **par ordre décroissant**, les facteurs qui ont joué un rôle très important (positif ou négatif) dans la formulation des plans d'investissement des entreprises. Le graphique 11 montre, par ordre décroissant, les facteurs ayant eu un effet positif très important alors que le graphique 12 présente les facteurs ayant eu un effet négatif majeur.

Les cinq premiers facteurs les plus fréquemment cités par les dirigeants d'entreprise comme ayant une influence importante sur leurs intentions d'investissement sont directement associés à l'exploitation de l'entreprise elle-même. Ils comprennent :

(i) les encaissements
(ii) les taux de rendement prévus
(iii) la compétitivité de l'entreprise
(iv) les ventes prévues
(v) les exportations prévues

Ce fait peut être interprété de deux façons : (a) ces dirigeants estiment que les investissements prévus amélioreront leur rendement, leurs encaissements et donc leur permettront d'obtenir un avantage compétitif pour leurs entreprises ou (b) ils croient effectivement qu'ils ont déjà un avantage sur leurs concurrents et ont l'intention d'en profiter davantage. Bon nombre d'entre eux ont dit avoir confiance dans leur personnel de gestion et ont prétendu que leur personnel était mieux payé ou qu'ils étaient dotés d'une technologie supérieure.

Les cinq autres facteurs les plus fréquemment cités ensuite comme ayant une influence importante sur les intentions d'investissement sont principalement des facteurs macro-économiques, à savoir :

(i) le coût du financement
(ii) la politique monétaire (taux d'intérêt)
(iii) le Régime fiscal (taxation)
(iv) les taux de change
(v) les politiques des gouvernements provinciaux

Il est à noter que ce sont également les facteurs qui ont des effets négatifs sur les intentions d'investissement par rapport aux effets positifs des cinq premiers facteurs. Dans les graphiques 11 et 12, les facteurs sont répartis de façon à donner une meilleure idée de leurs effets positifs (Graphique 11) et négatifs (Graphique 12) sur les intentions d'investissement.

À noter en dernier lieu que les facteurs mondiaux et macro-économiques comme l'Europe de 1992, l'ALE, les tarifs étrangers et même la concurrence étrangère, etc. ont peu d'effets directs sur les intentions d'investissement.

L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis

L'Enquête sur les intentions d'investissement de 1990 s'est intéressé plus particulièrement aux effets de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE). Les hauts fonctionnaires de ISTC ont été chargés de demander aux dirigeants d'entreprise de donner une évaluation des effets de l'Accord de libre-échange. Quatre ensembles de questions précises (voir Annexe II - questions no. 3a, 3b, 7a, 7b et 7c) visaient les objectifs suivants :

1. Évaluer la portée des effets de l'ALE sur les décisions d'investissement.

3. Évaluer la nature des effets de l'ALE sur les entreprises canadiennes.

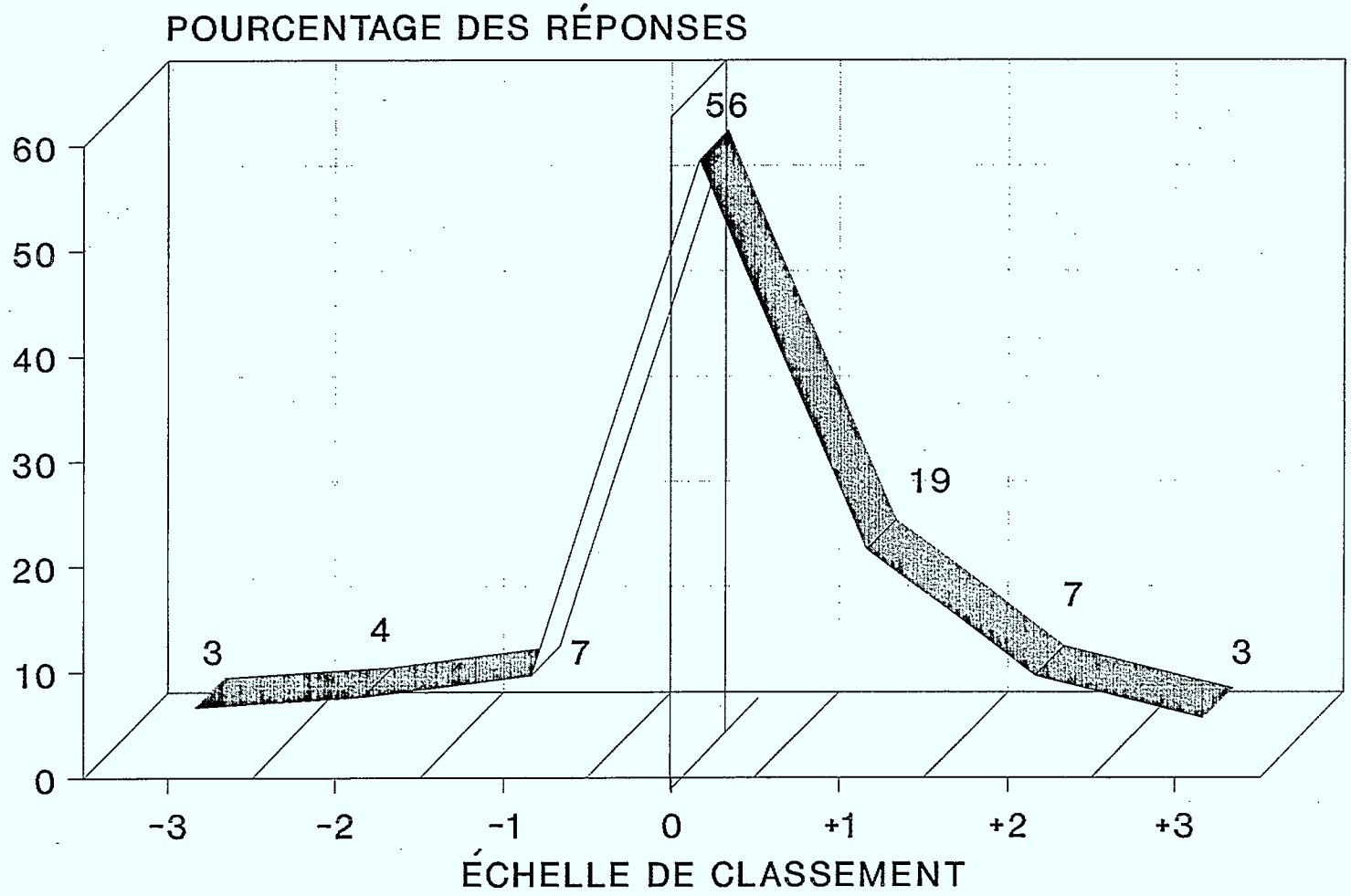
1. **L'ALE et la décision d'investir :**

Un nombre très important de dirigeants d'entreprise (82 %) ont indiqué que l'ALE n'avait pas eu d'effet ou un effet très minime sur leurs décisions d'investir. Sur les 194 entreprises ayant répondu, 109, soit environ 56 pour cent, ont indiqué que l'ALE n'avait pas eu d'effet sur leurs plans d'investissement, 36, soit 18 pour cent, ont signalé un effet positif minime et 14, soit 7 pour cent, un effet négatif minime. Un total de 35 entreprises, soit 18 pour cent du total, ont déclaré que l'ALE a joué un rôle important dans leurs décisions d'investir (voir graphique 13). Sur ce nombre, 19 entreprises (54 %) ont rapporté que l'ALE avait eu un effet positif important alors que 16 (46 %) ont affirmé qu'il avait eu un effet négatif majeur.

Dans l'ensemble, les dirigeants d'entreprise estiment que l'ALE n'a eu qu'un effet favorable marginal sur les investissements des entreprises canadiennes. Cette opinion est conforme à l'évaluation de la plupart des intervieweurs de ISTC ayant participé à l'enquête, c'est-à-dire que là où l'ALE est perçu comme ayant un effet sur les plans d'investissement, cet effet est souvent jugé comme un facteur positif. La plupart des intervieweurs ont conclu que même s'il existe des effets indirects notables (et dans la plupart des cas complexes, diffus et variant selon l'entreprise et la région), l'influence globale de l'ALE semble être marginale. Les dirigeants d'entreprise étaient beaucoup plus préoccupés, tout au moins pendant la période à l'étude, du climat économique et des questions d'exploitation comme les encaissements, le coût élevé du capital et l'incertitude des marchés.

Le professeur James McIntosh de l'Université Concordia a aussi réalisé une analyse

EFFET DE L'ALE SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT



Classement des dirigeants d'entreorise

Graphique 13

statistique des effets de l'ALE. Les taux de croissance du total des investissements prévus ont été calculés en fonction de la valeur des actifs, de la propriété de l'entreprise et de l'attitude à l'égard du climat des investissements et de l'ALE. Aucune des ces variables n'était suffisamment importante pour expliquer la croissance des investissements prévus, individuellement ou collectivement. Mais l'ALE a été jugé suffisamment important statistiquement pour expliquer les investissements prévus dans la technologie et dans certains secteurs de la R&D; c'est-à-dire les dépenses en R&D des entreprises manufacturières, des entreprises canadiennes et des compagnies oeuvrant dans le secteur énergétique.

Le graphique 14 donne un autre aperçu, mais légèrement différent, de la tendance à la baisse des intentions d'investissement décrites à la Section B. Il révèle que les entreprises non manufacturières, **à l'exception de celles qui ont indiqué que l'ALE avait eu un effet négatif très grave sur leurs intentions d'investissement**, prévoyaient généralement une augmentation substantielle des dépenses en immobilisations. Par contre, les entreprises manufacturières, **à l'exception de celles qui favorisent l'ALE**, ont invariablement mentionné des réductions d'investissement. Ce graphique montre également que les taux de diminution sont plus marqués et les taux de croissance plus faibles pour celles qui considèrent que l'ALE est un problème.

2. Caractéristiques des entreprises touchées par l'ALE :

(a) Profils sectoriels :

Comme il a été dit plus haut, la plupart des dirigeants d'entreprise ont admis que l'ALE jouait un rôle relativement mineur dans leurs décisions d'investir. Vingt-cinq dirigeants d'entreprises manufacturières et 10 d'entreprises non manufacturières ont cependant indiqué que l'ALE influencait largement leurs plans d'investissement.

On a cependant constaté des différences d'opinion parmi ces deux derniers groupes de dirigeants sur les effets de l'ALE - alors que l'impact de l'ALE sur les intentions d'investissement des entreprises manufacturières, souvent de type négatif, varie selon l'industrie, la région et les éléments d'actif de l'entreprise, l'effet de l'ALE sur les plans d'investissement des entreprises non manufacturières tend à être plus systématique; c'est-à-dire soit très positif comme dans le cas du secteur énergétique soit surtout neutre comme dans le cas des secteurs de services.

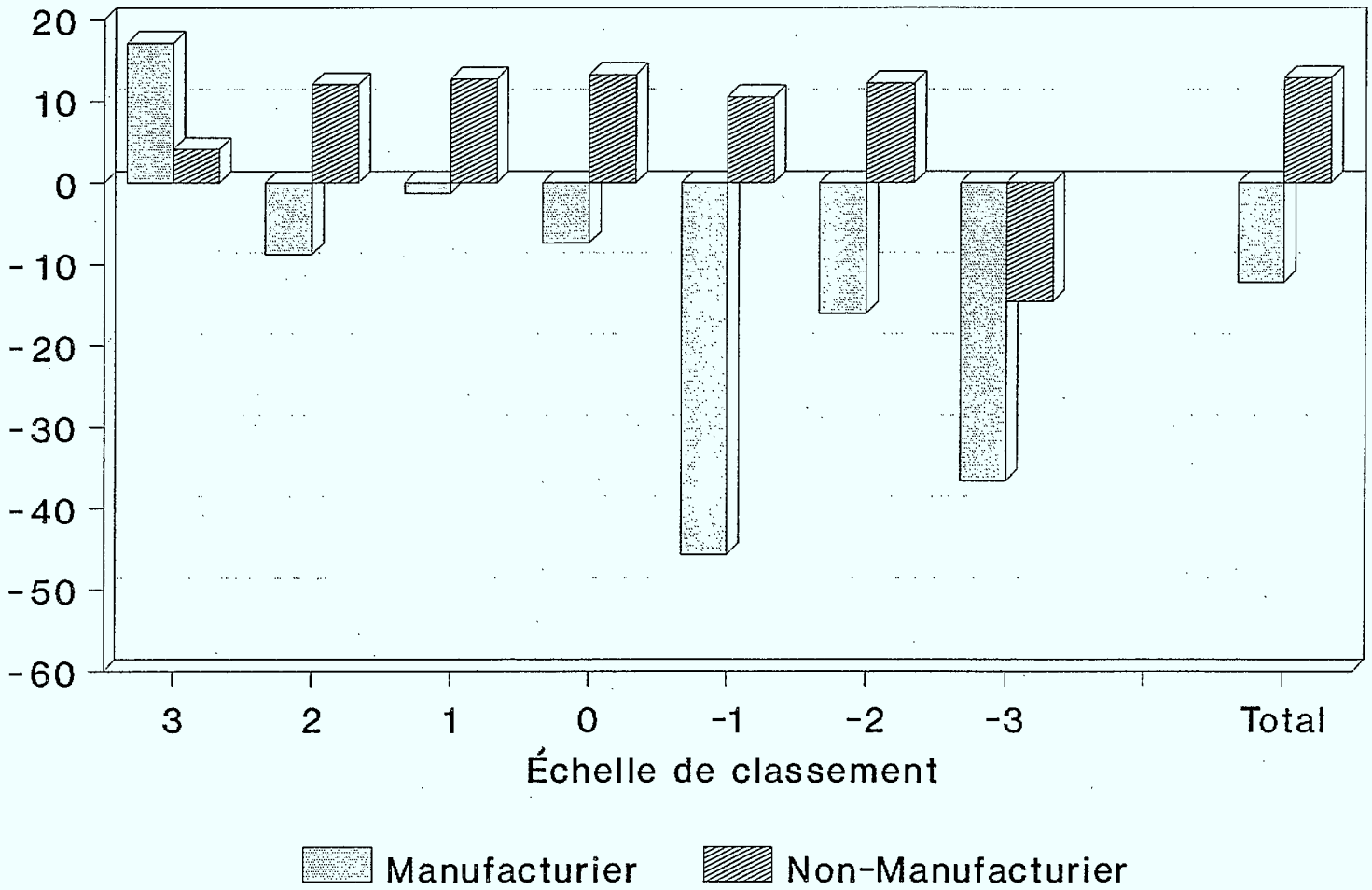
Voici les autres évaluations générales des effets de l'ALE découlant des observations des dirigeants d'entreprise et des intervieweurs de ISTC :

* Dans l'ensemble, les dirigeants d'entreprise de l'ouest du Canada ont tendance à être plus positifs à l'égard de l'Accord de libre-échange que leurs homologues de l'est;

* les décideurs appartenant aux secteurs des aliments et boissons, de l'industrie

EFFET DE L'ALE SUR LA CROISSANCE DES INVESTISSEMENTS

TCA*: 1989-1992



* Taux composé annuel

Graphique 14

chimique et des produits chimiques et de l'énergie sont plus nombreux à estimer que l'ALE a une influence que ceux qui appartiennent à d'autres secteurs de l'économie. Les dirigeants du secteur énergétique sont très en faveur de l'ALE alors que ceux des industries des produits alimentaires et des produits chimiques s'inquiètent beaucoup de l'avantage compétitif que l'Accord donne à leurs concurrents étrangers;

* il existe une dichotomie parmi les compagnies de montage automobile - d'une part le groupe des «Trois» qui appuie l'ALE (Chrysler, Ford et General Motors) et d'autre part les compagnies asiatiques selon lesquels l'ALE est discriminatoire à l'encontre des producteurs qui ne font pas partie du Pacte de l'automobile. Pourtant, les dirigeants du groupe des «Trois» ont été prompts à faire remarquer que les résultats positifs découlaient davantage du maintien des avantages du Pacte de l'automobile que de l'ALE. Quant aux producteurs asiatiques, ils prévoyaient des problèmes importants dus à la perte des droits de douane en 1994 et à l'élimination des avantages de la remise de droits après 1995. L'ALE associé aux tarifs plus élevés du Canada pour les véhicules automobiles ont influencé les investissements japonais au Canada et continueront d'avoir un impact négatif sur leurs plans d'investissement;

* le secteur du matériel et de l'outillage est fortement en faveur de l'ouverture des frontières tout en insistant sur le fait que d'autres facteurs comme le coût du capital et les taux de change ont des conséquences beaucoup plus importantes sur les politiques de dépenses en immobilisations des entreprises que l'ALE;

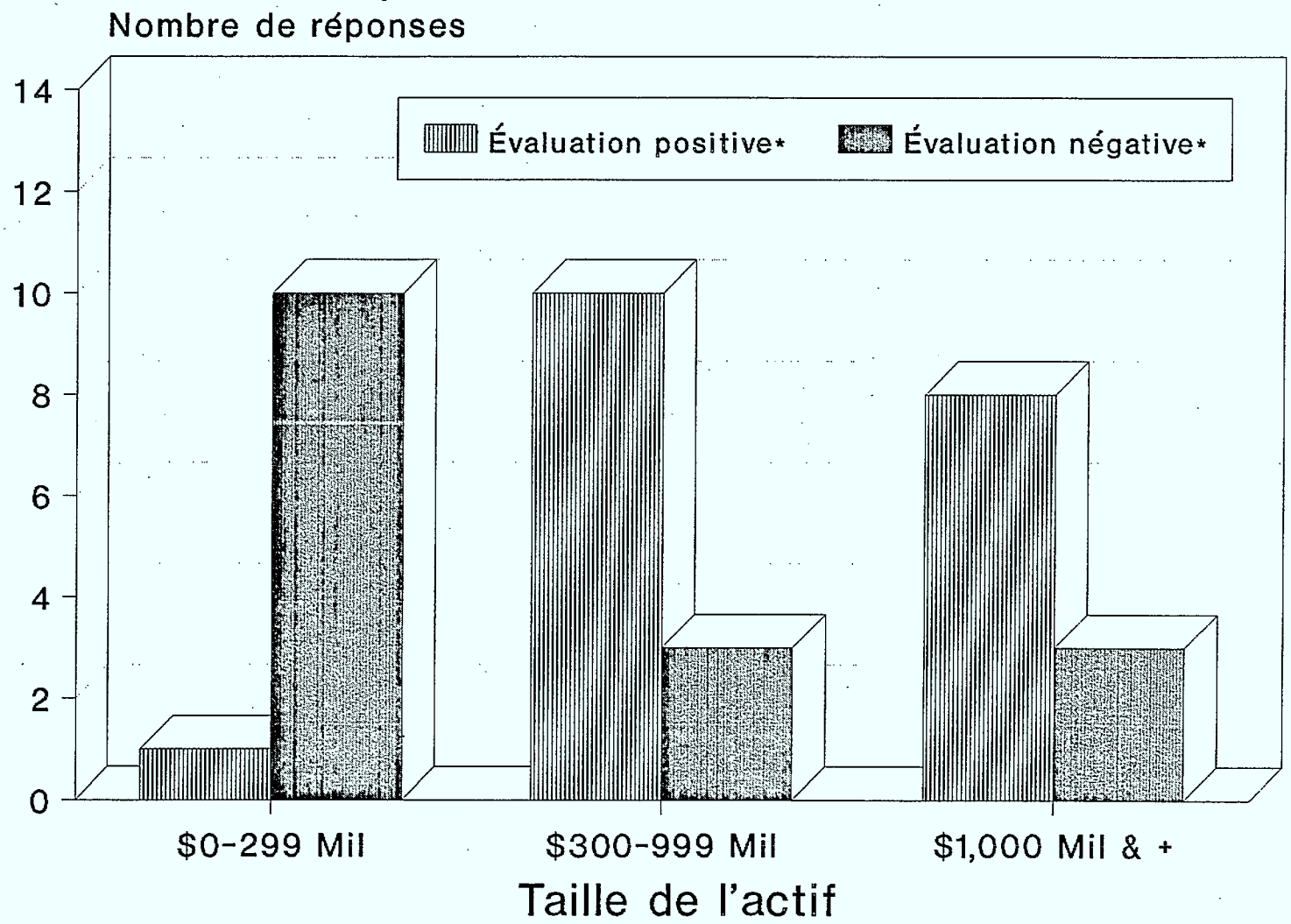
* les dirigeants de l'industrie des technologies d'information s'inquiètent beaucoup plus des politiques canadiennes (politiques et marchés publics provinciaux, les taxes de l'Ontario sur la concentration commerciale et la santé, et la retenue d'impôt fédérale sur les redevances) que de la l'ALE;

* étant donné que l'industrie de la défense n'est pas partie prenante à l'ALE et que l'industrie de l'aérospatiale fonctionne dans un contexte essentiellement libre de tarifs et que leurs décisions d'investissement découlent largement de considérations stratégiques, les industries de l'aérospatiale et de la défense ne sont influencées par l'ALE que de façon très générale, dans le cadre du climat commercial général;

* en général, les industries de services et les secteurs des biens de consommation ne sont pas touchés par l'ALE. De même, son effet sur le commerce de détail est relativement minime.

INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

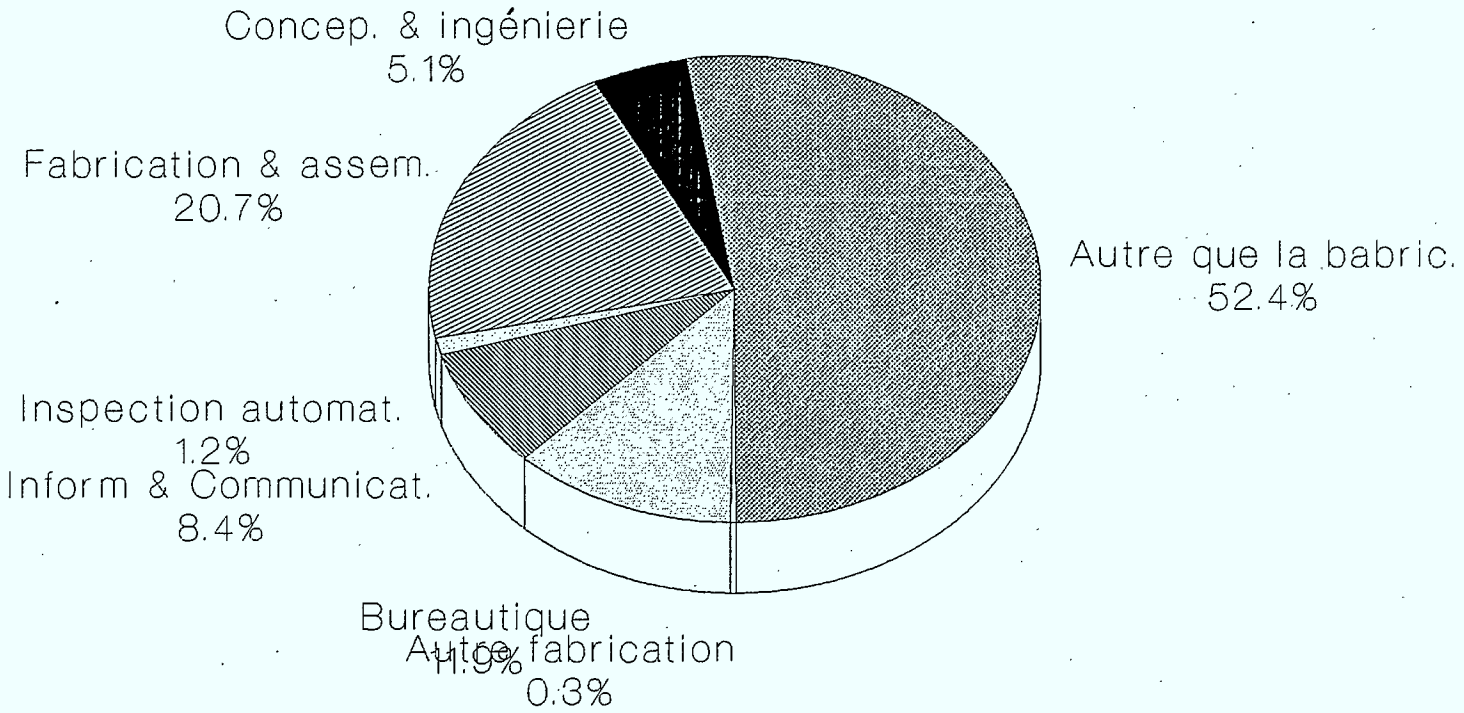
Entreprises selon taille & vue de l'ALE



* Entreprises ayant une telle évaluation

Graphique 15

INVESTISSEMENTS TOT. DANS LA TECHNOLOGIE
Répartition par Type de Technologie



Graphique 16

(b) Profils des entreprises touchées par l'ALE :

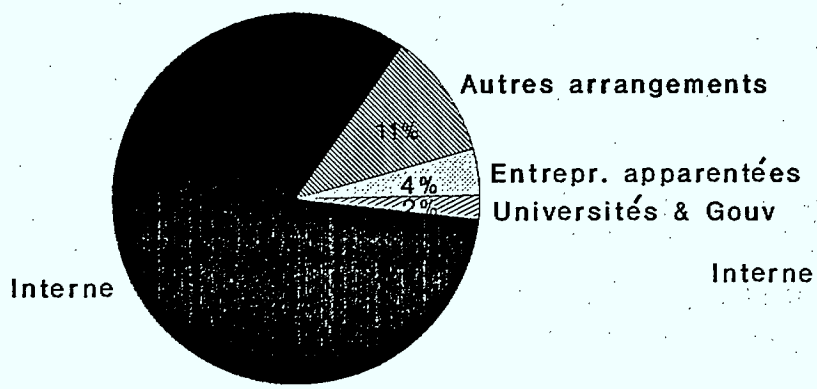
Dix-huit pour cent des dirigeants d'entreprise interrogés ont souligné que l'ALE avait une influence importante sur leurs plans d'investissement. Quarante-cinq pour cent de ces dirigeants ont signalé que l'ALE se classe parmi les cinq facteurs les plus importants qui influencent leurs décisions d'investissement. Les profils des entreprises représentées par ces dirigeants peuvent être regroupés et comparés sous les deux rubriques suivantes :

COMPARAISON DES ENTREPRISES SELON LEUR ÉVAL POSITIVE OU NÉGATIVE DE L'ALE[7]

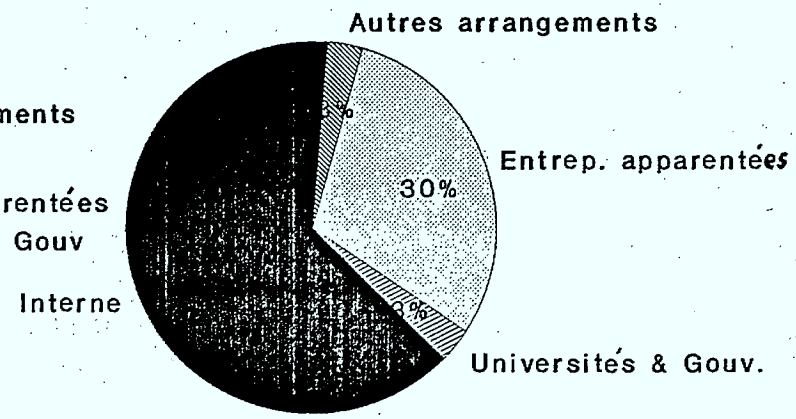
ÉVAL POSITIVE	ÉVAL NÉGATIVE
Profils de l'entreprise :	
* Principalement non manufacturière et énergétique	* Principalement manufacturière
* Actif moyen ou important	* Principalement petit
Plans d'action :	
* Accroissement de la commercialisation	* Accroissement de la commercialisation
* Expansion des installations au Canada	* Expansion des installations aux États-Unis
	* Nouvelles installations aux États-Unis
	* Déménagement des usines aux États-Unis
	* Rationalisation des usines
* Alliances stratégiques	* Fusion
* Obtention de licences et distribution	* Développement de nouveaux produits
	* Amélioration de la qualité du produit

[7]*Ces profils sont fondés sur les dossiers de 35 entreprises (un échantillon relativement petit) qui prétendent que l'ALE influe largement sur leurs plans d'investissement. Le test statistique n'a révélé aucune relation notable entre l'ALE et les variables identifiées dans ces profils (taille de l'actif, plans d'action spécifiques).*

RÉPARTITION DES DÉPENSES EN R&D - 1991
Par établissements et secteur



MANUFACTURIER



NON MANUFACTURIER

Graphique 17

Technologie

Cette partie du questionnaire sur la technologie visait à déterminer le type et le montant des investissements prévus dans ce domaine et les facteurs qui influent ces intentions d'investissement.

1. Intentions d'investissement dans la technologie :

Environ trois quarts des entreprises étudiées ont indiqué qu'elles prévoyaient investir dans la technologie. Les 154 entreprises ayant donné une réponse positive à cette question allaient consacrer environ 4,5 milliards de dollars et 4,2 milliards à adopter de nouvelles technologies ou à améliorer les usines et l'équipement, en 1990 et 1991 respectivement. Il s'agit de l'équivalent d'une moyenne annuelle d'environ 17 pour cent du total des investissements prévus dans les usines et l'équipement entre 1989 et 1991. Comme il était prévu, les parts, à la fois absolues et relatives, de l'investissement dans la technologie sur l'ensemble des investissements, sont plus importantes dans les entreprises manufacturières que dans les entreprises non manufacturières. Le pourcentage du total des investissements annuels que les entreprises manufacturières prévoient consacrer à la technologie par exemple était d'environ 28 pour cent, soit plus du double des 13 pour cent indiqués par les entreprises non manufacturières.

2. Répartition régionale et sectorielle :

Nous rappelons aux lecteurs que l'échantillonnage utilisé dans cette enquête n'est pas strictement représentatif sur le plan statistique de l'économie totale sectorielle ou provinciale. Les résultats sont cependant intéressants du point de vue des opinions données par d'importants dirigeants d'entreprise dans les divers secteurs et régions du Canada. Les répartitions régionales et sectorielles de ces dépenses en immobilisation sont indiquées aux tableaux 4 et 5.

Collectivement, la part du total des investissements prévus de l'Ontario et du Québec diminuerait de 74,80 pour cent en 1989 à 69,47 pour cent en 1991. Les augmentations réelles des investissements se produiraient dans les provinces à l'ouest de l'Ontario, en particulier dans les Prairies.

D'un point de vue sectoriel, les augmentations les plus importantes des dépenses en immobilisations prévues, à la fois absolues et relatives, devraient se situer dans les secteurs énergétiques et des communications alors que les chutes les plus marquées se situeraient dans les industries de l'équipement du transport et des produits du bois et du papier.

TABLEAU 4: TOTAL DES INVESTISSEMENTS DANS LA TECHNOLOGIE PAR EMPLACEMENT DES SIÈGES SOCIAUX DES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCE	ANNÉE					
	1989		1990		1991	
	Million $	%	Million$	%	Million$	%
Terre-Neuve	...	...	...	...	...	...
Ile-du-Prince-Édouard	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse	142	3.30	108	2.39	80	1.88
Nouveau-Brunswick	42	0.98	69	1.53	84	1.97
Québec	1122	26.05	1305	28.88	1102	25.93
Ontario	2100	47.76	2040	45.11	1850	43.54
Manitoba	73	1.69	134	2.97	193	4.52
Saskatchewan	90	2.09	85	1.88	49	1.15
Alberta	546	12.68	561	12.42	693	16.30
Colombie-Britannique	165	3.83	188	4.16	171	4.02
Total	4307	100.0	4518	100.0	4249	100.0

... Non disponible

À l'autre extrémité de l'échelle, le coût du capital, l'aide gouvernementale et l'attitude de la main-d'oeuvre se placent en tête de la liste des facteurs ayant des effets négatifs importants sur les décisions d'investissement, bien qu'ils ne représentent chacun que moins de 4 pour cent des réponses totales. En fait, plus de 50 pour cent des dirigeants interrogés ont signalé que l'attitude de la main-d'oeuvre (66,3 %), la disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée (55,9 %), l'aide gouvernementale (53,8 %) et la disponibilité des capitaux (52,8 %) n'étaient que des facteurs marginaux dans leurs décisions d'investir.

Le graphique 17 montre la répartition des investissements prévus parmi les différents types de technologie. Comme il était prévu, en dehors de la catégorie «autre», qui comprend les dépenses consacrées à la technologie dans les secteurs non manufacturiers et d'autres fonds

3. Facteurs influant sur les intentions d'investissement dans la technologie :

Les cinq premiers facteurs, par ordre décroissant d'effet positif, qui influent sur les décisions d'investir dans la technologie, tels qu'ils sont classés par les dirigeants interrogés, sont les suivants :

* rendement prévu
* changement des besoins du consommateur
* pression de la concurrence
* innovation (produit)
* attitude favorable de la direction

TABLEAU 4: TOTAL DES INVESTISSEMENTS DANS LA TECHNOLOGIE PAR EMPLACEMENT DES SIÈGES SOCIAUX DES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCE	ANNÉE					
	1989		1990		1991	
	Million $	%	Million$	%	Million$	%
Terre-Neuve	...	...	...	...	...	...
Ile-du-Prince-Édouard	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse	142	3.30	108	2.39	80	1.88
Nouveau-Brunswick	42	0.98	69	1.53	84	1.97
Québec	1122	26.05	1305	28.88	1102	25.93
Ontario	2100	47.76	2040	45.11	1850	43.54
Manitoba	73	1.69	134	2.97	193	4.52
Saskatchewan	90	2.09	85	1.88	49	1.15
Alberta	546	12.68	561	12.42	693	16.30
Colombie-Britannique	165	3.83	188	4.16	171	4.02
Total	4307	100.0	4518	100.0	4249	100.0

... Non disponible

À l'autre extrémité de l'échelle, le coût du capital, l'aide gouvernementale et l'attitude de la main-d'oeuvre se placent en tête de la liste des facteurs ayant des effets négatifs importants sur les décisions d'investissement, bien qu'ils ne représentent chacun que moins de 4 pour cent des réponses totales. En fait, plus de 50 pour cent des dirigeants interrogés ont signalé que l'attitude de la main-d'oeuvre (66,3 %), la disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée (55,9 %), l'aide gouvernementale (53,8 %) et la disponibilité des capitaux (52,8 %) n'étaient que des facteurs marginaux dans leurs décisions d'investir.

Le graphique 15 montre la répartition des investissements prévus parmi les différents types de technologie. Comme il était prévu, en dehors de la catégorie «autre», qui comprend les dépenses consacrées à la technologie dans les secteurs non manufacturiers et d'autres fonds résiduels non allouables, la fabrication et l'assemblage[8] représentent la plus grande partie (20,7 %) des dépenses totales d'immobilisation dans la technologie. La bureautique et les systèmes d'information de fabrication et de communication représentent 20 pour cent.

Recherche et développement

La technologie et l'innovation permettent d'obtenir un avantage compétitif en vue d'accaparer une part des marchés mondiaux d'aujourd'hui en constante évolution. La technologie et l'innovation sont tous deux des produits de la recherche et du développement. Étant donné que l'efficacité de la recherche et du développement déterminera dans une large mesure la compétitivité mondiale des entreprises et des pays, ce domaine devrait occuper une place prioritaire dans la planification des secteurs public et privé.

Les pays ayant des industries à forte intensité de connaissances ont des dépenses de R&D relativement élevées.[9]

La partie 6 du questionnaire de l'Enquête sur les intentions investissements projetés visait à réunir des données sur la nature et la portée des dépenses prévues en R&D et les facteurs importants qui influent sur ces intentions.

Un peu plus de 50 pour cent des entreprises interrogées ont indiqué des dépenses en R&D dans une des années entre 1989 et 1991 (voir Tableau 6).

---

[8]*Les technologies de fabrication et d'assemblage comprennent la machinerie de manutention du matériel contrôlée par ordinateur ou les ordinateurs programmables; les machines à commande numérique, les machines commandées par ordinateurs, les lasers de soudure, découpage et démarcage, les robots, l'assemblage automatisé et les systèmes d'entreposage.*

[9]*Richardson, Robert, «Technology & Innovation in Canada: A case for national action», un rapport basé sur les conférences nationales et régionales* sur la technologie et l'innovation, 1989, p.7.

TABLE 5: INVESTISSEMENT TOTAL DES GRANDES ENTREPRISES DANS LA TECHNOLOGIE PAR SECTEUR

SECTEUR	ANNÉE					
	1989		1990		1991	
	Mil. $	%	Mil. $	%	Mil. $	%
Aliments et Boissons	127	2.95	139	3.08	149	3.51
Produits-bois & papier	324	7.52	213	4.71	154	3.62
Produits Chimiques	757	17.58	752	16.64	933	21.96
Métaux	322	7.48	389	8.61	305	7.18
Matériel & Outillage	...	...	...	...	...	...
Équipement d'électrique	6	0.14	5	0.11	10	0.23
Équip de transport	499	11.59	343	7.59	215	5.06
Énergie	332	7.74	364	8.06	400	9.41
Construction	102	2.37	121	2.68	112	2.64
Services de transport	79	1.83	85	1.88	92	2.16
Communications	950	22.07	1112	24.61	1102	25.96
Finance & assurance	234	5.43	277	6.13	281	6.60
Services généraux	...	...	...	...	...	...
Restauration/loisirs	...	...	...	...	...	...
Biens de consommation	101	2.35	131	2.90	155	3.65
Total	4307	100.	4518	100.	4249	100.

... Non disponible

Les dépenses en recherche et développement représentent environ quatre et demi pour cent du total annuel des investissements prévus des entreprises qui ont indiqué des dépenses en R&D. En termes de dollars, cela se traduit par environ 1 090 000 000 $ et 1 140 000 000 $ pour 1990 et 1991 respectivement.

La plus grande partie de la recherche effectuée par les entreprises manufacturières est réalisée à l'intérieur de l'entreprise, bien que certaines indications laissent à penser qu'elles dépendent de plus en plus de grandes sociétés mères ou apparentées à cet égard. En 1989,

TABLEAU 6: DÉPENSES EN R&D DES GRANDES ENTREPRISES 1989-1991								
ANNÉE	MANUFACTURIÈRE			NON-MANUFACTURIÈRE			GRAND TOTAL	
	RÉPONSE		SANS RÉP.	RÉPONSE		SANS RÉP.		
	Mil.$	No.	No.	Mil.$	No.	No.	Mil.$	No.
1989	455	67	41	673	42	44	1128	194
1990	466	72	36	644	42	44	1110	194
1991	466	67	41	670	40	36	1136	194

94 pour cent des fonds consacrés à la recherche de fabrication ont été dépensés dans l'entreprise elle-même. Ce pourcentage diminuerait à 83 pour cent en 1991. Les entreprises manufacturières tendent également à favoriser d'autres arrangements de recherche, sans doute des alliances stratégiques et autres dispositions du même genre. Par contre, les entreprises non manufacturières collaborent étroitement avec les sociétés mères et apparentées dans leurs activités de recherche et de développement. Près de 30 pour cent du budget de la recherche et du développement des entreprises non manufacturières est dépensé conjointement avec des entreprises apparentées (voir graphique 17).

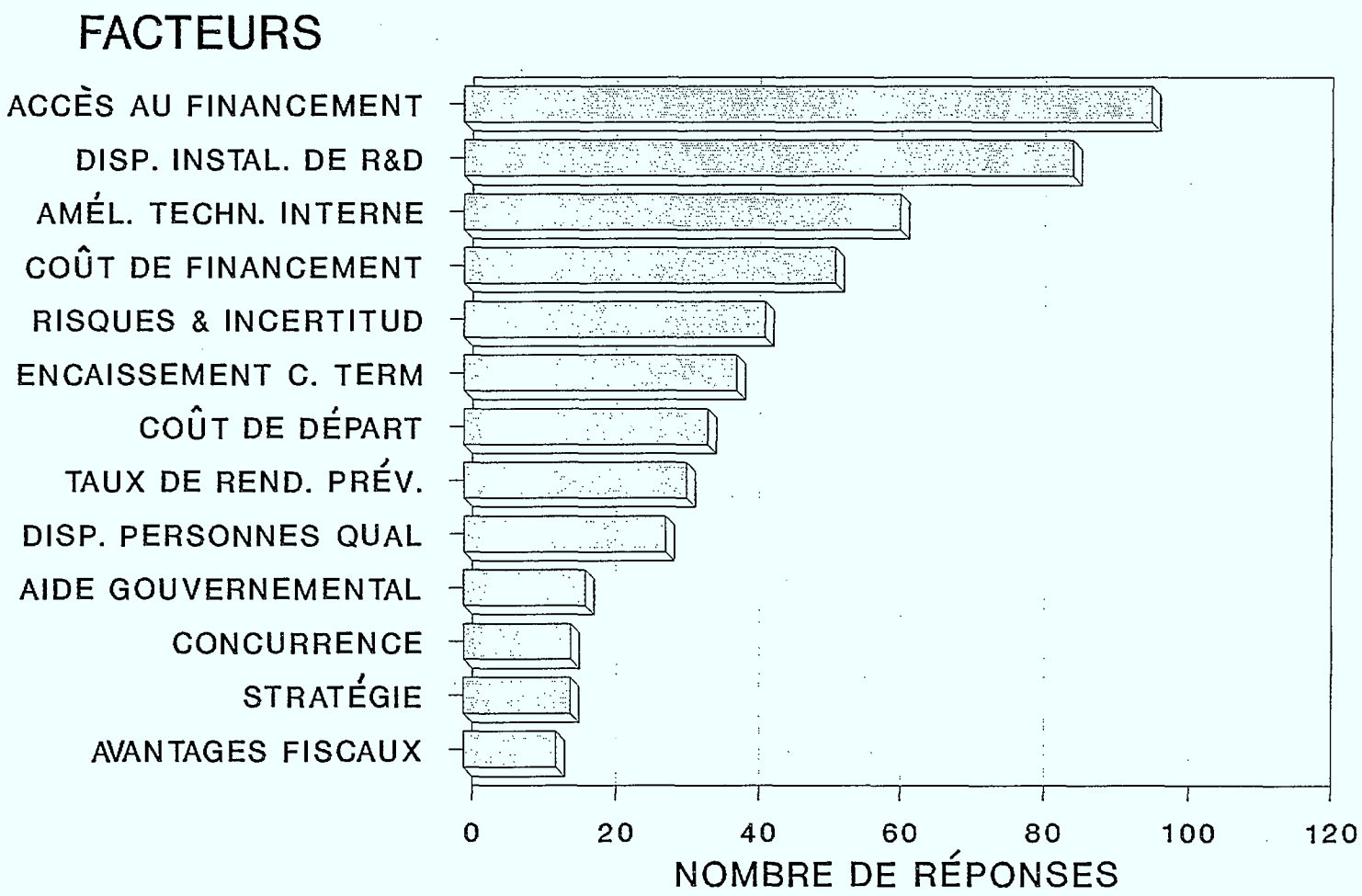
Quels sont les facteurs qui influencent la décision d'investir en R&D? Les cinq facteurs les plus fréquemment cités par les dirigeants d'entreprise comme étant particulièrement importants dans leur prise de décision sont les suivants (voir graphique 18) :

(a) accès au financement
(b) disponibilité des installations de R&D de qualité
(c) amélioration de la capacité technologique interne
(d) coût du financement
(e) risques et incertitude

De même, les cinq facteurs les moins importants étaient les suivants :

(a) stratégie à long terme
(b) stimulants fiscaux
(c) aide gouvernementale
(d) comportement des compétiteurs
(e) rendement de l'investissement

INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
Facteurs les plus importants



Classement des dirigeants d'entreprise

GRAPHIQUE 18

Règlements protégeant l'environnement

1. Objet :

Les questions sur les règlements protégeant l'environnement visaient les buts suivants :

* évaluer les effets des questions environnementales sur les intentions d'investissement;

* évaluer la sévérité des règlements environnementaux canadiens par rapport à ceux des autres pays; et

* déterminer les types et montants d'investissement prévus dans les procédés de production, usines et matériel destinés à améliorer l'environnement ou à exploiter de nouvelles possibilités commerciales créées par les préoccupations environnementales.

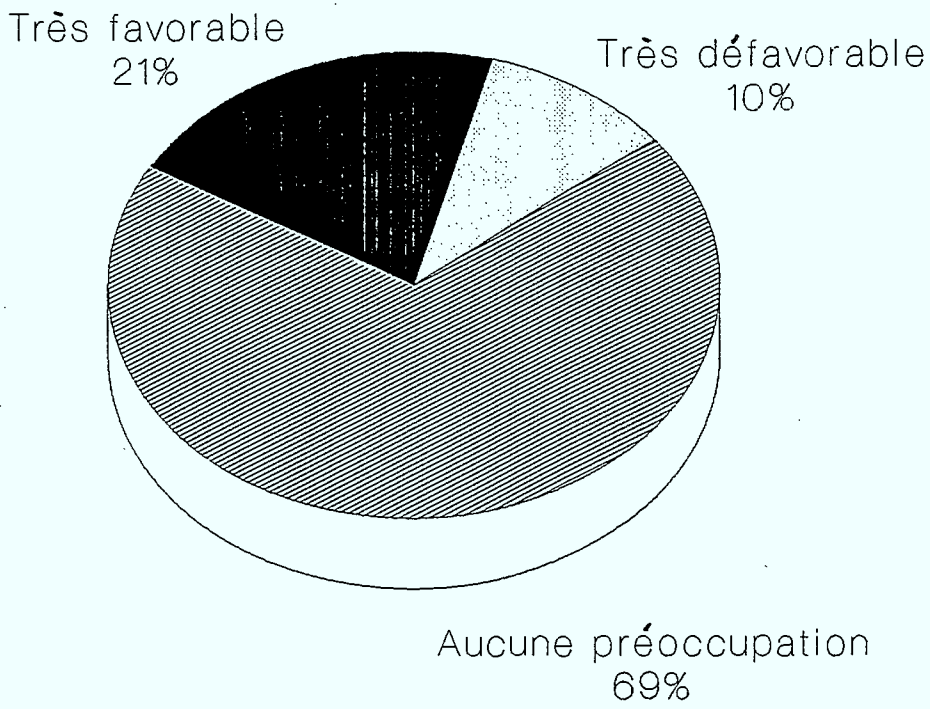
2. Influence des règlements de protection de l'environnement sur les intentions d'investissement :

Environ 70 pour cent des entreprises ont signalé que les questions environnementales n'avaient qu'un effet minime ou nul sur leurs décisions d'investir au Canada. Plus de 20 pour cent des dirigeants interrogés ont cependant indiqué que les questions environnementales avaient en fait des effets positifs importants sur leurs décisions d'investir au Canada. Moins de 10 pour cent ont estimé que les règlements de protection de l'environnement représentaient un facteur négatif important dans leur décision d'investir au Canada (voir graphique 19).

Les dirigeants des secteurs de l'alimentation, du matériel de transport et de l'énergie ont une opinion généralement favorable sur les effets des questions environnementales, soit parce que les préoccupations et les règlements en matière d'environnement ouvrent de nouveaux débouchés soit parce qu'ils leur donnent un avantage compétitif sur leurs rivaux. Plus de 90 pour cent des investissements prévus en matière d'environnement dans les industries des aliments et boissons et plus de 85 pour cent de ce type d'investissement dans les industries du matériel de transport visaient à exploiter les nouveaux débouchés offerts par les préoccupations environnementales ou à en tirer profit. Le secteur énergétique attribuerait plus de 50 pour cent de ces investissements liés à l'environnement aux procédés de production, aux usines et à l'équipement destiné à améliorer l'environnement.

Les dirigeants qui estiment que les préoccupations environnementales ont des effets nettement négatifs sur leurs décisions d'investir tendent à appartenir aux secteurs des industries des produits du bois et du papier, des industries chimiques et des produits chimiques, des métaux et des minerais métalliques.

EFFETS DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT



Graphique 19

3. Investissements prévus dans les procédés de production, les usines et le matériel liés à l'environnement :

Dans l'ensemble, les 117 entreprises qui ont répondu aux questionnaires investiraient environ 6 milliards de dollars dans les procédés de production, les usines et l'équipement pour améliorer la qualité de l'environnement pour chacune des deux années 1990 et 1991 Mais ce chiffre doit être interprété avec précaution car dans la plupart des cas, les entreprises investissent dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements (qui peuvent comporter des éléments intégrés de protection de l'environnement) afin d'adopter ou d'améliorer de nouvelles technologies plutôt que pour des raisons de protection de l'environnement proprement dites.

4. Les règlements canadiens de protection de l'environnement et ceux des autres pays :

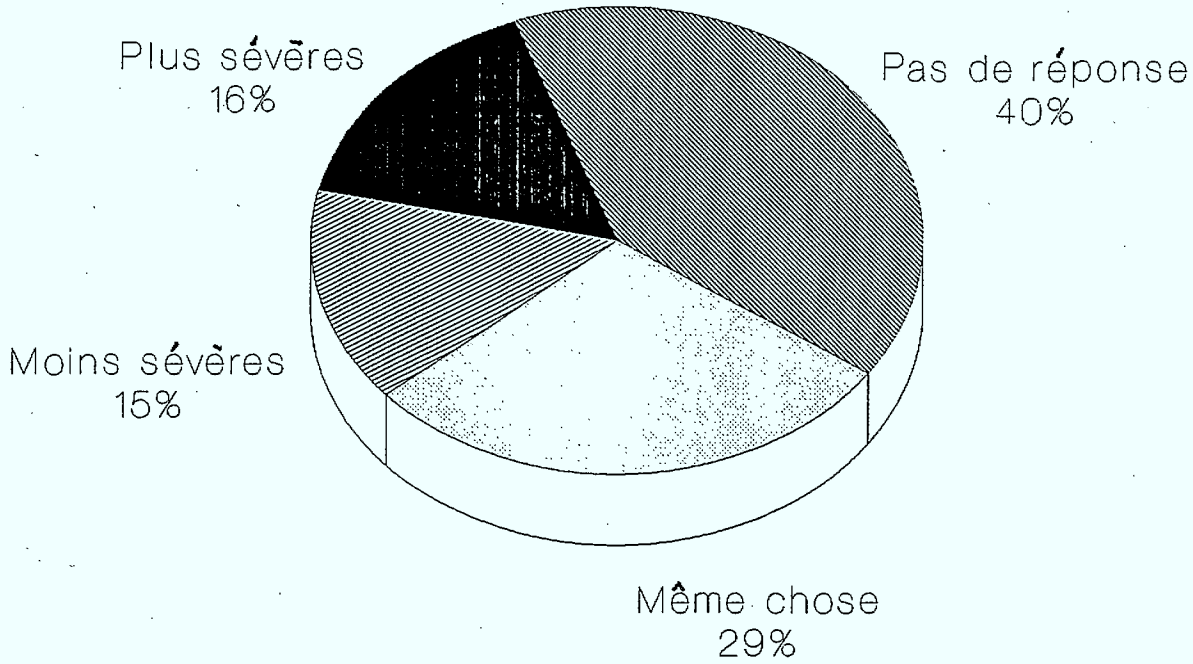
On a demandé aux dirigeants d'évaluer la sévérité des règlements de protection de l'environnement canadiens par rapport à ceux d'autres pays. Soixante-dix-huit répondants (40 %) n'ont pas répondu ou n'ont pas d'opinion sur cette question. Cinquante-six répondants (29 %) ont estimé qu'il n'y avait pas de différence entre les règlements canadiens et ceux des autres pays. Les 60 répondants restants (31 %) étaient également divisés entre ceux qui pensent que les règlements canadiens sont plus sévères et ceux qui estiment qu'ils le sont moins que ceux d'autres pays. Les entreprises manufacturières étaient bien entendu beaucoup plus critiques des règlements de protection de l'environnement que les entreprises non manufacturières (voir graphique 20).

Ressources humaines

Bien que les ressources humaines soient un facteur de production important et que la plupart des dirigeants semblent satisfaits de leur personnel professionnel et de gestion, les ressources humaines ne sont pas considérées comme un facteur important dans la préparation des plans d'investissement. Ce résultat est évident, que ce soit sur le plan des investissements financiers prévus dans les ressources humaines que sur celui des préoccupations de l'entreprise quant à la disponibilité de la main-d'oeuvre et du personnel de gestion. La plupart des dirigeants pensent avoir ou pouvoir facilement recruter du personnel professionnel et de gestion compétent à qui ils accorderaient une bonne rémunération. De ce point de vue, le Canada a un avantage comparatif sur le plan des ressources humaines.

Cela pourrait expliquer pourquoi près de 20 pour cent des dirigeants interrogés considèrent les ressources humaines comme un facteur très important alors que 13 pour cent seulement d'entre eux consacreraient des sommes à la formation ou au perfectionnement du personnel.

RÈGLEMENTS CANADIENS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT PAR RAPPORT À CEUX D'AUTRES PAYS



Graphique 20

TABLEAU 7
TOTAL DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS DANS LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

SECTEUR	'000 $		
	1989	1990	1991
MANUFACTURIER			
Aliments et boissons	6756	10423	11251
Bois et papier	101935	13490	15370
Produits chimiques	11045	12738	13881
Métaux	58	12700	12950
Matériel et outillage	..	..	..
Matériel de transport	90013	92890	95201
Matériel électrique	17823	18292	17700
NON MANUFACTURIER			
Énergie	85348	105671	114251
Construction	60800	60750	60650
Services de transport	88060	101100	101080
Communications	65825	69667	75303
Finance & assurance	79500	91900	99000
Services généraux	..	..	..
Hôtels/restaur./loisirs	..	..	..
Ventes d'aliment au détail	0	0	0
Services de consommation	7083	7705	8547

.. Non disponible

1. Investissements prévus dans les ressources humaines :

Le total des investissements prévus dans la formation et le perfectionnement du personnel pour 1989, 1990 et 1991 s'élèverait à 548 millions de dollars, 596 millions et 626 millions respectivement. Cela équivaut environ à 3 pour cent du total annuel des investissements prévus dans les installations et l'équipement des entreprises qui ont déclaré faire des investissements dans les ressources humaines.

Le secteur non manufacturier représentait plus des trois quarts de cet investissement total dans les ressources humaines. Les secteurs de l'énergie et du transport représentaient ensemble environ 50 pour cent du total des investissements prévus (voir tableau 7).

ANNEXE I

MÉTHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNÉES

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

MÉTHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNÉES

Étant donné que ISTC et Statistique Canada ont besoin tous deux de données exactes sur les investissements au Canada et que le fait de collaborer à la collecte des données évite le doublement des enquêtes, réduisant ainsi le temps que les répondants doivent y consacrer ainsi que les coûts de collecte et de traitement des données tout en offrant des statistiques de grande qualité et fournies en temps voulu, un protocole d'entente a été signé au début de 1989 pour permettre le partage des renseignements réunis au cours d'une enquête en deux phases menée conjointement par ISTC et Statistique Canada sur les intentions d'investissement au Canada.

Les résultats de l'enquête témoignent des intentions d'investissement et des opinions des dirigeants de quelque 250 grandes entreprises considérées collectivement comme les chefs de file des entreprises canadiennes. Les entreprises qui ont participé n'ont pas été choisies au hasard et par conséquent leurs intentions d'investissement et l'opinion de leurs responsables ne doivent pas être considérées comme étant représentatives de l'économie dans son ensemble. D'autre part, en plus du secteur des petites entreprises, un certain nombre d'autres importants secteurs industriels, en particulier la construction, l'agriculture et les pêches, ont été exclus de l'enquête.

Le total des investissements indiqué par une entreprise est affecté selon «ses principaux secteurs d'activité» et l'emplacement du siège social. Par exemple, tous les investissements d'une entreprise minière dont le siège social se trouve à Régina seraient affectés au secteur minier en Saskatchewan, même si l'entreprise a des usines de fabrication ou des biens immobiliers ou d'autres activités en Saskatchewan ou ailleurs au Canada.

Étant donné que les entreprises qui sont participé au sondage sont des sociétés complexes dont les activités industrielles sont multiples, la répartition dans les secteurs manufacturier ou non manufacturier est arbitraire dans une certaine mesure.

Finalement, il y a lieu de souligner que les résultats de l'enquête ne sont disponibles que sous forme de données d'ensemble.

PREMIÈRE ÉTAPE - ENQUÊTE DE STATISTIQUE CANADA SUR LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DES GRANDES ENTREPRISES

Statistique Canada a réalisé cette enquête postale au début de septembre 1990 afin de réunir les données sur les sorties de capitaux réelles pour les années 1988 et 1989 et les dépenses en immobilisation prévues pour les années allant jusqu'à 1992. Sur les 247 questionnaires envoyés, environ 240 ont été retournés, soit un taux de réponse de 96 pour cent.

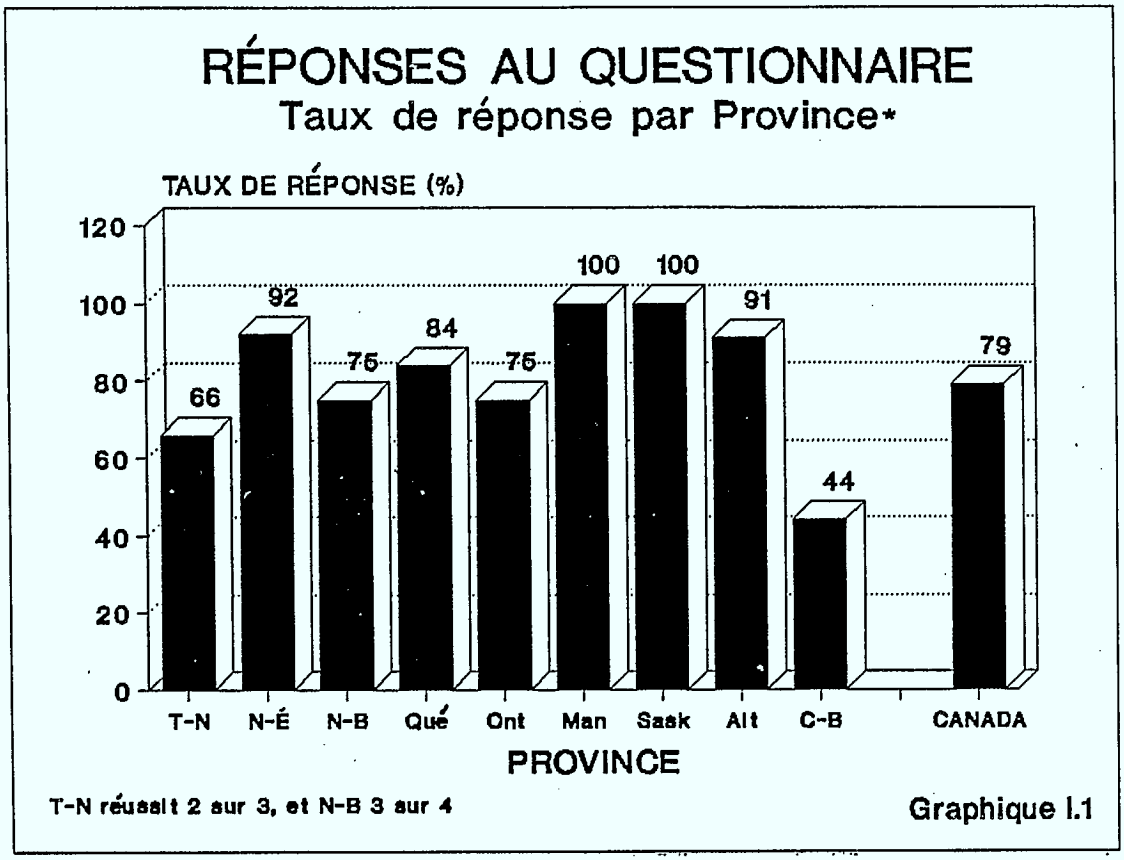


TABLE: I.1
RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE
Taux de réponse par province

PROVINCE.	ENTREPRISES ÉTUDIÉES	QUESTIONNAIRES RENVOYÉS	TAUXDE RÉPONSE
	NO.	NO.	%
Terre-Neuve	3	2	66
Nouvelle-Écosse	13	12	92
Nouveau-Brunswick	4	3	75
Québec	43	36	84
Ontario	114	86	75
Manitoba	6	6	100
Saskatchewan	10	10	100
Alberta	34	31	91
Colombie-Britannique	18	8	44
Total	245	194	79

L'objectif fondamental de cette enquête était de réunir des données exactes sur les dépenses en immobilisations réelles et prévues des principales entreprises afin d'avoir une indication sur les perspectives d'investissement au Canada. Certains des résultats de l'enquête ont été incorporés au questionnaire de ISTC et renvoyés aux entreprises à la fin d'octobre 1990.

DEUXIÈME ÉTAPE - ENQUÊTE DE ISTC SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

Cette deuxième phase de l'enquête comportait des entrevues personnelles menées par des hauts fonctionnaires de ISTC avec les dirigeants des mêmes entreprises ayant fait l'objet de l'enquête de Statistique Canada. Cette enquête qualitative avait pour but de réunir des données sur les facteurs qui influencent les décisions d'investissement et sur l'attitude des entreprises à l'égard du climat économique et politique actuel et autres questions liées à la concurrence. Bien qu'il s'agisse d'une enquête qualitative, dans la mesure où nous traitons avec les dirigeants des principales entreprises canadiennes, leurs opinions sont souvent plus pertinentes que les sorties de fonds réelles de leurs entreprises.

Au cours de la dernière semaine d'octobre 1990, une lettre signée du sous-ministre de ISTC, accompagnée d'un questionnaire, a été adressée à 245 entreprises afin de demander des entrevues personnelles avec les dirigeants des entreprises. En raison d'un certain nombre de facteurs, en particulier l'arrivée de Noël et la budgétisation de fin d'année, de nombreuses entreprises n'ont pas été en mesure de planifier l'entrevue et d'autres ont dû les reporter au début de 1991. Par conséquent, seulement 165 entrevues personnelles ont été menées. Les entreprises ont remplis trente-et-un autres questionnaires qu'elles ont renvoyés à ISTC, ce qui représente un taux de réponse global de 80 pour cent (voir graphique I.1 et I.2 ainsi que l'annexe III, les tableaux III.1 et III.2).

Par conséquent, ce rapport s'appuie sur les résultats analytiques des dossiers réalisés sur 194 grandes entreprises du Canada.

AUTRES ENQUÊTES IMPORTANTES SUR LES INVESTISSEMENTS

En plus de cette enquête conjointe de ISTC et de Statistique Canada sur les perspectives d'investissement à moyen terme, il y a lieu de mentionner deux autres sources importantes de données sur les investissements.

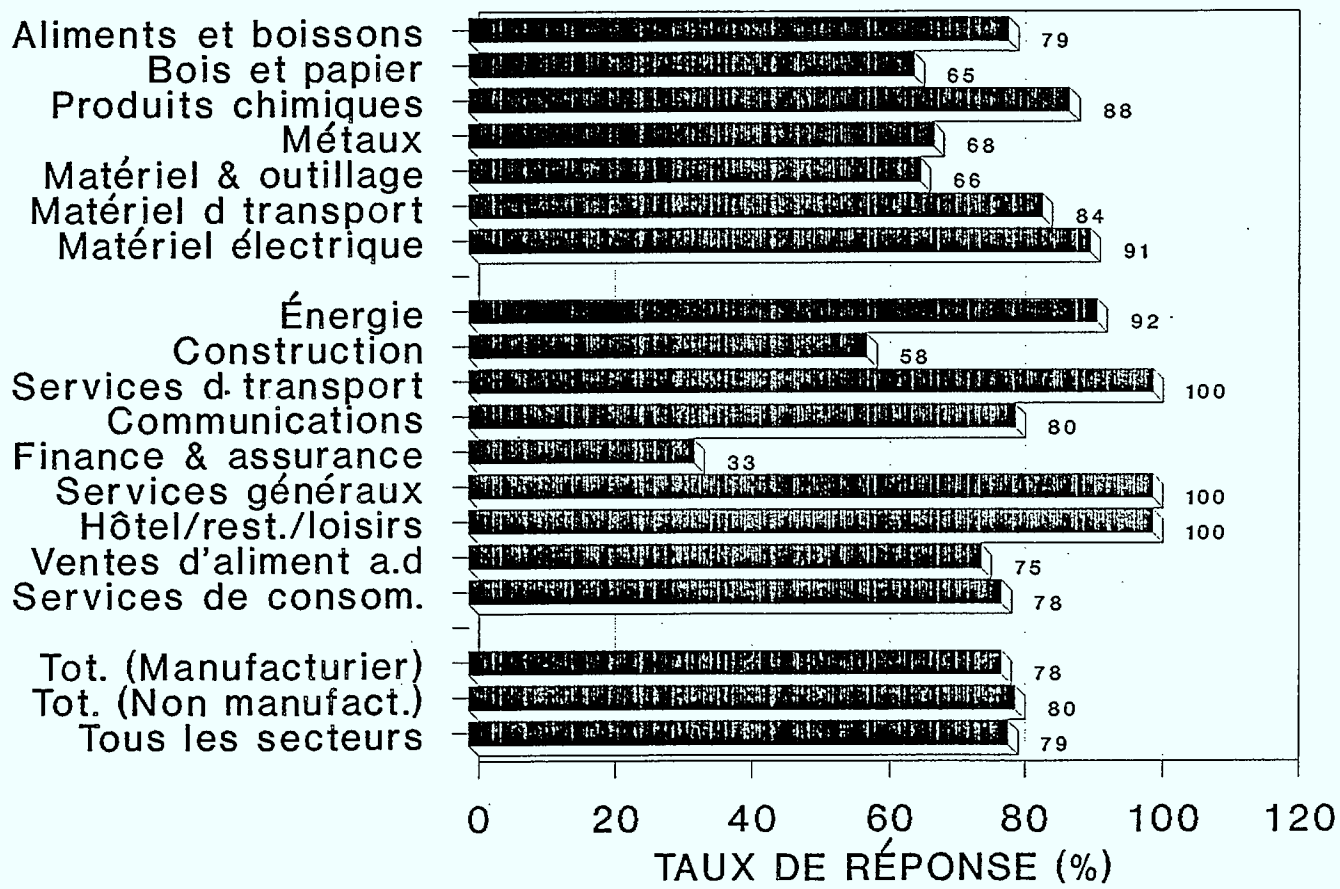
(a) L'Enquête sur les dépenses d'investissement et de réparations, menée par Statistique Canada quatre fois par an et qui fournit des statistiques de base et à jour sur la valeur des constructions et des investissements publics et privés au Canada.

(b) L'Enquête sur les investissements projetés et l'attitude des entreprises du Conférence Board du Canada offre également un indice à court terme de la confiance des entreprises.

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

Taux de réponse par secteur

SECTEUR INDUSTRIEL



Graphique I.2

TABLEAU 1.2
RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE
Taux de réponse par secteur

SECTEUR	ENTREPRISESES ÉTUDIÉES	QUESTIONNARES RENVOYÉS	TAUXDE RÉPONSE
Aliments et boissonss	29	22	76
Bois et papier	23	15	65
Produits chemiques	25	22	88
Métaux	22	15	68
Matériel et outillage	3	2	66
Matériel de transport	25	21	84
Matériel électrique	11	10	91
TOTAL SECTEUR MANUFACTURIER	138	107	78
Énergie	48	45	94
Construction	12	7	58
Services de transport	8	8	100
Communication	15	12	80
Finance & assurance	9	3	33
Services généraux	1	1	100
Hôtel/restaurants/loisirs	1	1	100
Ventes d'aliment au détail	4	3	75
Services de consommation	9	7	78
TOTAL SECTEUR NON MANUFACTURIER	107	87	81
TOUS LES SECTEURS	245	194	79

Ces trois enquêtes n'entraînent pas une duplication des efforts puisque l'Enquête sur les dépenses d'investissement et les réparations offre des statistiques de base à jour sur les investissements publics et privés et la valeur des constructions au Canada, l'Enquête sur les intentions d'investissement et l'attitude des entreprises du C Board du Canada mesure le niveau de confiance des entreprises trois mois à l'avance et l'enquête en deux phases sur les intentions d'investissement de ISTC et de Statistique Canada évalue les perspectives d'investissement à moyen terme des entreprises et surtout, les opinions des chefs d'entreprise sur les questions économiques et politiques qui influencent les plans d'investissement au Canada.

ANNEXE II

QUESTIONNAIRE

Industry, Science and Technology Canada | Industrie, Sciences et Technologie Canada

CAPITAL INVESTMENT INTENTIONS SURVEY

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS

INTRODUCTION

This survey is a project of Industry, Science and Technology Canada (ISTC) a department of the federal government. Its purpose is to determine the influence of government policies and business climate on capital investment intentions. Approximately 250 companies are included in the survey, most being large corporations.

While particular companies are being invited to take part in the survey, participation is voluntary.

Sensitive business information is protected under the provisions of section 20 of the **Access to Information Act**. Any information obtained by the survey which cannot be disclosed because of the provisions of section 20 of the Act, will be treated as strictly confidential. Accessibility to the information is governed by the **Access to Information Act.**

To avoid duplication of inquiry and to provide consistent statistics, the information for part 2 of this questionnaire has been collected by Statistics Canada, information is to be treated as confidential under the protection of the **Statistics Act.**

This questionnaire is mailed to the office of the company's Chief Executive Officer (CEO) prior to an interview with a senior official of ISTC. It is recommended that the questionnaire be completed and the CEO (or his alternate, a senior officer who has an intimate knowledge of the company's corporate and financial planning policies) be thoroughly briefed before the interview.

DEFINITIONS AND EXPLANATIONS

PART 1 - COMPANY PROFILE

For a company having many subsidiaries, it may be difficult to decide which parts of the company are to be covered by the questionnaire. The following procedure is recommended:

For a Canadian company that is the subsidiary of a foreign parent company, please do not include information on the foreign parent or the parent's subsidiaries. Include the Canadian company and its subsidiaries, even if some of these subsidiaries are in foreign countries.

For a Canadian-based multinational, please include all subsidiaries.

Value of Assets
Report the sum of current assets, investment and other assets and fixed assets net of depreciation.

Value of Sales
Report only the sales of Canadian operations, do not include sales of affiliated companies in other countries.

Number of Full Time Employees
Report the average number of full time employees on an annual basis.

Number of Establishments
Number of establishments is meant to include all manufacturing plants but not head offices, other office locations, sale offices, warehouses or distribution centres. The number of establishments information should be consistent with the information provided to statistics Canada for its «Large Company Capital Expenditure Survey». For your convenience, we attach a list of your company's plants surveyed by Statistics Canada.

PART 2 - CAPITAL INVESTMENT

The information in this «Part 2» of the questionnaire has been collected by Statistics Canada last month and provided to ISTC under the confidentiality restrictions of the Statistics Act.

PART 3 - FACTORS AFFECTING INVESTMENTS

For this section, please confine your considerations to influences of the calendar years 1988, 1989 and 1990.

If a corporation is operating in several industry sectors, each being subject to different influences, separate answers should be given for each sector.

A non-tariff barrier is a barrier to international trade established by a government, for example: an import quota, a subsidy for domestic production, etc.

PART 4 - SOURCES OF CAPITAL

External Financial Markets
External financial markets would include both domestic and international markets, debt and equity.

INTRODUCTION

Cette enquête est un projet d'industrie, Science et Technologie Canada (ISTC), un ministère du gouvernement fédéral. Elle vise à déterminer l'influence des politiques gouvernementales et du climat des affaires sur les investissements projetés. Environ 250 entreprises participent à l'enquête -- la plupart sont de grandes sociétés.

On a invité certaines entreprises à prendre part à l'enquête, mais la participation reste facultative.

L'information commerciale confidentielle est protégée en vertu des dispositions de l'article 20 de la **Loi sur l'accès à l'information.** Tout renseignement recueilli dans le cadre de l'enquête qui ne peut être divulgué à cause des dispositions de cet article 20 sera considéré comme strictement confidentiel. L'accès aux renseignements est régi par la **Loi sur l'accès à l'information.**

Pour éviter le double emploi et obtenir des statistiques cohérentes, Statistique Canada a recueilli les renseignements correspondant à la partie 2 de ce questionnaire et les a fournis à ISTC, aux fins de cette enquête. En vertu de la **Loi sur la statistique,** les renseignements recueillis par Statistique Canada doivent être considérés comme confidentiels.

Ce questionnaire est envoyé au bureau du président-directeur général de l'entreprise avant l'entrevue avec un haut fonctionnaire d'ISTC. On recommande de remplir ce questionnaire et que le président-directeur général (ou son remplaçant -- un cadre supérieur possédant une connaissance approfondie des politiques de planification organisationnelle et financière de l'entreprise) soit bien informé avant l'entrevue.

DÉFINITIONS ET EXPLICAITONS

PARTIE 1 - PROFIL DE L'ENTREPRISE

Lorsqu'une société a plusieurs filiales, il peut s'avérer difficile de déterminer auxquelles doit se rapporter ce questionnaire. On recommande de suivre la procédure suivante:

Lorsqu'il s'agit d'une filiale canadienne d'une société étrangère, on ne recueillera pas de renseignements sur la société mère ni sur ses autres filiales, mais seulement sur l'entreprise canadienne et ses filiales -- y compris celles qui se trouvent à l'étranger.

Lorsqu'il s'agit d'une société multinationale établie au Canada, veuillez inclure toutes les filiales.

Valeur des éléments d'actif
Indiquer la valeur de l'actif à court terme, de l'investissement, d'autres éléments d'actif et immobilisations après amortissement.

Chiffre d'affaires
Indiquer seulement le chiffre d'affaires des exploitations canadiennes. Ne pas inclure le chiffre des ventes des sociétés affiliées dans d'autres pays.

Nombre d'employés à plein temps
Indiquer la moyenne annuelle du nombre d'employés à plein temps.

Nombre d'établissements
Indiquer le nombre de toutes vos installations de fabrication, à l'exclusion des sièges sociaux, des bureaux situés dans d'autres endroits, des bureaux de vente, des entrepôts et des centres de distribution. Le nombre d'établissements doit être le même que celui qui est fourni dans le questionnaire de Statistique Canada intitulé «Enquête sur les dépenses en immobilisations des grandes entreprises». Pour vous simplifier la tâche, nous vous fournissons une liste des usines de votre société qui ont fait l'objet d'une enquête de Statistique Canada.

PARTIE 2 - INVESTISSEMENTS

Les renseignements figurant dans cette «Partie 2» du questionnaire ont été recueillis par Statistique Canada le mois dernier et ont été fournis à ISTC, en tenant compte des restrictions en matière de confidentialité prescrites par la Loi sur la statistique.

PARTIE 3 - FACTEURS INFLUANT SUR LES INVESTISSEMENTS

Pour cette section, veuillez vous limiter aux facteurs correspondant aux années civiles 1988, 1989 et 1990.

Lorsqu'il s'agit d'une société active dans plusieurs secteurs industriels sujets à des influences diverses, on fournira une réponse différente pour chaque secteur.

Une barrière non douanière est une barrière que le gouvernement impose au commerce extérieur, par exemple un contingent d'importation, une subvention à la production intérieure, etc.

PARTIE 4 - SOURCES DE FINANCEMENT

Marchés financiers externes
Indiquer la dette, la participation et les marchés, tant canadiens qu'internationaux.

ISTC 1977 (10/90)
IST/IST 600-03895

Canada

PROTECTED (when completed)
PROTÉGÉ (une fois rempli)

Industry, Science and Technology Canada / Industrie, Sciences et Technologie Canada

CAPITAL INVESTMENT INTENTIONS SURVEY
INTERVIEW REPORT - 1990

ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PROJETÉS
RAPPORT D'ENTREVUE - 1990

Company No.
N° de l'entreprise

Company Name - Nom de l'entreprise	Senior Contact - Principal intermédiaire	Tel. No. - N° de tél.
Address - Adresse	Position - Poste	
	Official to call - Personne avec laquelle communiquer *(if different from above - si différente de la première)*	Tel. No. - N° de tél.
Postal Code - Code postal	Position - Poste	
Official(s) Interviewed - Cadre(s) interrogé(s)	Title and Tel. No. for each Official interrviewed Titre et n° de tél. de chaque cadre interrogé	
Interviewer - Intervieweur		Tel. No. - N° de tél.

1. COMPANY PROFILE - PROFIL DE L'ENTREPRISE

Main Lines of Business - Principaux secteurs d'activité

Note: In all sections of the questionnaire, please report values, where requested, in millions of Canadian dollars rounded to the nearest 1/10 million. (eg. $1.1 million)

Note: Dans toutes les sections du présent questionnaire les valeurs demandées doivent être indiquées en millions de dollars canadiens arrondis au dixième de million près. (p. ex. 1.1 million $)

		Canada	U.S. - É-U.	Europe	Other Countries Autres pays	Abroad Total Étranger (total)	Grand Total Total général
Value of Assets Valeur des éléments d'actif	1988						
	1989						
Sales - Chiffre d'affaires	1988						
	1989						
Number of Full Time Employees Nombre d'employés à temps plein	1988						
	1989						
Number of establishments Nombre d'établissements	1988						
	1989						

		Canadian Canadien %	Foreign - Étranger (specify - préciser) %	Parent company (if applicable) Société mère (le cas échéant) %
Ownership of the company Propriété de l'entreprise	1988			
	1989			

2. CAPITAL INVESTMENT - INVESTISSEMENTS

a) Capital Expenditures in Canada - Dépenses en immobilisation au Canada

		Actual - Réelles		Preliminary Estimates Estimations provisoires	Forecast - Prévisions	
		1988	1989	1990	1991	1992
1. Land Acquisitions, Residential Construction and Used Fixed Assets (excluding imports)	Achats de terrains, construction résidentielle et actifs usagés (excluant les importations)					
2. Capital Expenditures on new non-residential construction and new or used (including imported) machinery and equipment	Dépenses en immobilisations pour la construction neuve non résidentielle et l'acquisition de matériel et machinerie neufs ou usagés (pouvant être importés)					
3. Total (1 + 2)						

b) Changes in prices in Canada - Variation des prix au Canada

4. Are expected changes in prices reflected in the above forecast figures for Canada?
Avez-vous tenu compte de la variation probable des prix dans les prévisions indiquées ci-dessus

☐ Yes / Oui ☐ No / Non

5. If yes, please report the percent changes in prices.
Si oui, veuillez indiquer la variation des prix en pourcentage

1991 .0% 1992 .0%

c) Net Capital expenditures abroad - Dépenses nettes en immobilisations à l'étranger

Only the TOTAL (as defined in line 3 above) is required for 6, 7 and 8
N'indiquez que le TOTAL (tel que défini à la ligne 3 ci-dessus) pour les lignes 6, 7 et 8

	Actual - Réelles		Preliminary Estimates Estimations préliminaires	Forecast - Prévisions	
	1988	1989	1990	1991	1992
6. United States - États-Unis					
7. Europe					
8. Other Countries - Autres pays					
9. TOTAL (6 + 7 + 8)					

Company No.
N° de l'entreprise

3. FACTORS AFFECTING INVESTMENTS - FACTEURS INFLUANT SUR LES INVESTISSEMENTS

a) Could you please indicate the factors that have played a significant role in the formulation of your investment plans. How would you assess the impacts of the following factors on a scale of -3 to 3, where -3 reflects the most unfavourable impact, 0 reflects no impact and 3 reflects the most favourable impact.

Veuillez indiquer les facteurs jugés importants au moment de l'investissement et le degré d'importance accordé selon une échelle graduée de -3 à 3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.

Effect on Investment - Impact sur l'investissement

Scale Factor (please circle) - Degré d'importance (veuillez encercler)

Trade Factors - Facteurs liés au commerce extérieur							
a.1 Level of Canadian Tariffs Niveau des tarifs canadiens	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.2 Tariff Barriers - Abroad Barrières douanières - À l'étranger	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.3 Non-tariff Barriers - Abroad Barrières non douanières - À l'étranger	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.4 Free Trade Agreement (FTA) with the U.S.A. Accord de libre-échange (ALE) conclu avec les É.-U.	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.5 Non-tariff Barriers within Canada Barrières non douanières - Au Canada	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.6 Europe 1992 L'Europe de 1992	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.7 Other (specify) Autres (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3
Financial and Economic Factors - Facteurs financiers et économiques							
a.8 Expected Cash Flow Encaissements prévus	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.9 Access to capital Accès au financement	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.10 Cost of capital Coût du financement	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.11 Expected Rates of Return Taux de rendement prévus	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.12 Expected Economic Conditions - in Canada Situation économique prévue - Au Canada	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.13 Expected Economic Conditions - Abroad Situation économique prévue - À l'étranger	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.14 Exchange Rate Taux de change	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.15 Other (specify) Autres (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3
Competitive Factors - Facteurs liés à la concurrence							
a.16 Competitiveness of your firm Compétitivité de votre entreprise	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.17 Competition from the U.S. Concurrence provenant des É.-U.	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.18 Competition from Asia-Pacific Countries Concurrence provenant des pays de l'Asie et du Pacifique	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.19 Competition from Europe Concurrence provenant de l'Europe	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.20 Competition from elsewhere (specify) Concurrence provenant d'autres pays (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3
Market and Production Factors - Facteurs liés au marché et à la production							
a.21 Raw Material Shortages Pénurie de matières premières	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.22 Machinery and Equipment Shortages Pénurie de matériel et d'outillage	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.23 Availability of Management Personnel Disponibilité du personnel de gestion	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.24 Availability of skilled Labour Disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.25 Availability of unskilled labour Disponibilité de la main-d'oeuvre non spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.26 Expected Sales - In Canada Ventes prévues - Au Canada	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.27 Expected Sales - Abroad Ventes prévues - À l'étranger	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.28 Access to Technology Accès à la technologie	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.29 Other (specify) Autres préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3
Policy Factors - Facteurs liés aux politiques des gouvernements							
Canadian Federal Government Policies - Politiques du gouvernement fédéral							
a.30 Regulation Règlements	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.31 Program Support (e.g., grants & subsidies, marketing assistance) Programmes de soutien (p. ex. subventions, aide à la commercialisation)	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.32 Fiscal Policy (Taxation) Régime fiscal (taxation)	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.33 Monetary Policy (interest Rates) Politique monétaire (taux d'intérêt)	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.34 Procurement Marchés publics	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.35 Foreign investment policy Politique en matière d'investissements étrangers	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.36 Provincial Government Policies Politiques des gouvernements provinciaux	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.37 Foreign Government Policies Politiques des gouvernements étrangers	-3	-2	-1	0	1	2	3
a.38 Other (specify) Autres (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3

Company No.
Nº de l'entreprise

b) From the list of «FACTORS AFFECTING INVESTMENTS» in Q.3(a) (previous page), please select the five most important factors that you consider when preparing an investment plan for your company. Please rank these five factors in order of priority from 1 to 5, 1 being the top most important factor.

Dans la liste des «FACTEURS INFLUANT SUR LES INVESTISSEMENTS» -- Q.3(a) (page précédente) --, veuillez indiquer les cinq facteurs jugés les plus importants au moment de la préparation d'un plan d'investissement pour votre entreprise, par ordre de priorité, selon une échelle graduée de 1 à 5 (la cote 1 correspond au facteur le plus important).

Priority - Priorité	Factor (Please use the item code in Q.3 (a) on the previous page; eg. a.1 for «level of Canadian tariff») / Facteur (Veuillez utiliser les codes des articles de Q.3 (a) à la page précédente; p. ex. a.1 pour «Niveau des tarifs canadiens»)	Explanation - Explication
1	.....	.....
2	.....	.....
3	.....	.....
4	.....	.....
5	.....	.....

c) Over the next three years do you think the investment climate for your company will:

D'après vous, au cours des trois prochaines années, pour votre entreprise, le climat de l'investissement va:

☐ Improve / s'améliorer
☐ Remain the same / Rester inchangé
☐ Worsen / Se détériorer

Please explain why - Veuillez expliquer pourquoi.

4- SOURCES OF INVESTMENT FINANCING - SOURCES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

a) Could you please identify the sources of financing for capital investment activities of your company for 1989, 1990 and 1991?

Veuillez préciser les sources de financement des investissements faits dans votre entreprise au cours des années 1989, 1990 et 1991?

b) Please indicate the percent distribution between debt and equity. (Total debt and equity should add up to 100%)

Veuillez indiquer en pourcentage la répartition entre la dette et les capitaux propres. (Le total de la dette et des capitaux propres doit égaler 100%)

	Internally generated funds Financement interne (%)	Funds from related companies Financement provenant d'entreprises apparentées (%)	External Financial Markets Financement provenant des marchés financiers externes (%)	Total
1989				
1990				
1991				

	Debt - Dette			
	Short term À court terme	Long term À long terme	Total	Equity Capitaux propres
1989				
1990				
1991				

c) If there have been shifts in the sources of financing for investment in your company over the last two years, could you please indicate reasons for those changes.

En ce qui concerne les sources de financement pour votre entreprise, si des changements se sont produits au cours des deux dernières années, veuillez en expliquer les raisons.

5- TECHNOLOGY - TECHNOLOGIE

a) Please indicate what are the amounts (in $ million) of your company's total capital investment intended to upgrade or introduce new technology for the following years:

Veuillez indiquer les sommes (en millions de dollars) destinées à l'amélioration technologique ou à l'adoption de nouvelles techniques, au cours des trois prochaines années:

1989 $ _____ 1990 $ _____ 1991 $ _____

b) Please indicate the percent distribution of your company's total investment in technology among the following categories of technologies:

Veuillez indiquer la répartition de l'investissement total consacré à la technologie dans votre entreprise, entre les catégories suivantes de technologies:

		% of Total Investment in Technology / Pourcentage de l'investissement total consacré à la technologie		
		1989	1990	1991
Design & Engineering Technologies (i.e. computer-aided design/Computer-aided engineering CAD/CAE; Computer-aided design/computer-aided manufacturing CAD/CAM)	**Technologies de conception et d'ingénierie** (p. ex.: Conception assistée par ordinateur/ingénierie assistée par ordinateur (CAO/IAO); conception assistée par ordinateur/fabrication assistée par ordinateur (CAO/FAO)	.....	.....	.....
Manufacturing & Assembly Technologies (i.e. Material handling machinery controlled by computers or programmable computers; NC/CNC machines, Lasers for welding, cutting, marking; Robots; Automated assembly & storage systems)	**Technologies de fabrication et d'assemblage** (p. ex.: Matériel de manutention contrôlé par des ordinateurs ou des ordinateurs programmables; machines à commande numérique/machines commandées par ordinateur; lasers pour la soudage, le découpage et le marquage; robots; systèmes d'assemblage et d'entreposage)	.....	.....	.....
Automated Inspection (i.e. Final product inspection; Inputs and assembly inspection)	**Inspection automatisée** (p. ex.: inspection finale des produits; inspection des intrants et des assemblages)	.....	.....	.....
Manufacturing Information and Communication Systems (i.e. Materials Requirement Planning; Manufacturing Resource Planning; Programmable Controllers; Technical Data Networks (LAN); Intercompany computer networks linked to suppliers, sub-contractors etc.; Factory floor local area network)	**Systèmes d'information et de communications de fabrication** (p. ex.: Planification des besoins en matériaux; planification des ressources de fabrication; contrôleurs programmables réseaux d'échange de données techniques (RLI); réseaux informatiques relient des entreprises, des fournisseurs, des sous-traitants, etc.; réseau local industriel (à l'intérieur de l'usine)	.....	.....	.....
Office Automation (i.e. Software applications - word processing, accounting etc.)	**Bureautique** (p. ex.: Logiciels: traitement de texte, comptabilité, etc.	.....	.....	.....
Advanced Materials	**Matériaux de pointe**	.....	.....	.....
Biotechnology	**Biotechnologie**	.....	.....	.....
Other (Specify)	**Autres** (préciser)	.....	.....	.....
Total Investment in Technology	**Investissement total en technologie**	100%	100%	100%

Company No.
Nº de l'entreprise

c) Please indicate how significant are the following factors in affecting your decision to invest in technology on a scale of -3 to 3, where -3 reflects the most unfavourable effect, 0 reflects no effect and 3 the most favourable effect.

Veuillez indiquer l'importance que vous accordez aux facteurs suivants lorsque vous décidez d'investir dans la technologie, selon une échelle graduée de - 3 à 3. La cote de -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.

Effect on Investment - Impact sur l'investissement

Scale Factor (please circle) - Degré d'importance (veuillez encercler)

Anticipated returns on investment Rendement prévu de l'investissement	-3	-2	-1	0	1	2	3
Access to Capital Disponibilité des capitaux	-3	-2	-1	0	1	2	3
Cost of Capital Coût du capital	-3	-2	-1	0	1	2	3
Government assistance to business Aide gouvernementale à l'entreprise	-3	-2	-1	0	1	2	3
Availability of skilled labour Disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
Competitive pressures Pression de la concurrence	-3	-2	-1	0	1	2	3
Product Innovation Innovation (produits)	-3	-2	-1	0	1	2	3
Changing customer needs Évolution des besoins des consommateurs	-3	-2	-1	0	1	2	3
Labour attitude towards technology Attitude de la main d'oeuvre à l'égard de la technologie	-3	-2	-1	0	1	2	3
Management attitude toward technology Attitude de la direction à l'égard de la technologie	-3	-2	-1	0	1	2	3

6. RESEARCH AND DEVELOPMENT - RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

a) What is your company's total planned capital investment in **Research and Development?**

Quel est le montant total que votre entreprise prévoit investir dans la recherche et le développement.

1989 $ _____ 1990 $ _____ 1991 $ _____

b) Please indicate the percent of R&D expenditures your company invests in each of the following R&D performers:

Veuillez indiquer la répartition des dépenses en R-D de votre entreprise, entre les types d'établissements suivants:

		1989 %	1990 %	1991 %
In-House	R-D maison	.....	.....	.....
Universities	Universités	.....	.....	.....
Government laboratories	Laboratoires du gouvernement	.....	.....	.....
Related Companies (parent, subsidiary etc.)	Sociétés apparentées (maison mère, filiale, etc.)	.....	.....	.....
Other arrangements (specify)	Autres arrangements (préciser)	.....	.....	.....
Total	Total	100%	100%	100%

c) Please indicate the proportion of your total R&D investment that is spent on cost sharing programs with related companies or Strategic Alliance Partners

Veuillez indiquer la proportion de votre investissement total en R-D consacrée à des programmes de partage des coûts avec des partenaires dans le cadre d'alliances stratégiques ou avec des sociétés apparentées:

_____ %

d) How significant are the following factors in affecting your decision to invest in R&D.

Veuillez indiquer l'importance que vous accordez aux facteurs suivants lorsque vous décidez d'investir dans la R-D.

Scale Factor (please circle) - Degré d'importance (veuillez encercler)

Anticipated returns on investment Rendement prévu de l'investissement	-3	-2	-1	0	1	2	3
Risk and uncertainty Risques et incertitude	-3	-2	-1	0	1	2	3
Competitor behaviour Comportement des concurrents	-3	-2	-1	0	1	2	3
Long term strategy Stratégie à long terme	-3	-2	-1	0	1	2	3
Short term cash flow Mouvements de trésorerie à court terme	-3	-2	-1	0	1	2	3
Start-up cost Frais de démarrage	-3	-2	-1	0	1	2	3
To enhance in-house technology capability Pour améliorer la capacité technologique interne	-3	-2	-1	0	1	2	3
Government assistance to business Aide gouvernementale à l'entreprise	-3	-2	-1	0	1	2	3
Tax incentives Stimulants fiscaux	-3	-2	-1	0	1	2	3
Access to capital Disponibilité des capitaux	-3	-2	-1	0	1	2	3
Cost of capital Coût du capital	-3	-2	-1	0	1	2	3
Availability of qualified personnel Disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
Availability of quality R&D facilities Disponibilité d'installation de R-D de bonne qualité	-3	-2	-1	0	1	2	3
Other (specify) Autres (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3

Company No.
N° de l'entreprise

7. FREE TRADE AGREEMENT (FTA) - ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE (ALE)

a) How has the FTA affected your decision to invest in Canada. Please indicate on a scale of -3 to 3, where -3 reflects the most unfavourable impact, 0 reflects no impact and 3 the most favourable impact..

Veuillez indiquer dans quelle mesure l'ALE a influencé votre décision d'investir au Canada, selon une échelle graduée de -3 à 3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.

-3 -2 -1 0 1 2 3

b) What specific actions is your company undertaking *In Canada* to capitalize on the opportunities or to address the challenges created by the FTA. Please check the appropriate boxes.

Quelles mesures particulières votre entreprise prend-elle au Canada en vue de tirer profit des possibilités offertes par l'ALE, ou de faire face aux défis qu'il pose. Veuillez cocher les cases appropriées.

	1989	1990	1991
Introducing new technologies Adoption de nouvelles technologies	☐	☐	☐
Improving Product Quality Amélioration de la qualité des produits	☐	☐	☐
Plant rationalization/Product Line Restructuring Rationalisation des installations/restructuration de la gamme des produits	☐	☐	☐
New Product Development Mise au point de nouveaux produits	☐	☐	☐
Increased Marketing Accroissement de la commercialisation	☐	☐	☐
Capacity Expansion (to meet increased demand) Accroissement de la capacité de production (pour répondre à une demande accrue	☐	☐	☐
Strategic partnership Alliance stratégique	☐	☐	☐
Merger/Acquisition Fusion/acquisition	☐	☐	☐
Other (specify) Autres (préciser	☐	☐	☐

c) What investment actions is your company undertaking **in the U.S.A.** as a result of the FTA? Please check the appropriate boxes.

Veuillez indiquer les types d'investissements que votre entreprise effectue aux États-Unis, suite à la ratification de l'ALE. Veuillez cocher les cases appropriées.

	1989	1990	1991
New manufacturing facilities Nouvelles usines	☐	☐	☐
Expansion of existing facilities Expansions des usines existantes	☐	☐	☐
Product licensing and distribution arrangements Arrangements reliés à l'obtention de licences et à la distribution	☐	☐	☐
Increased marketing Accroissement de la commercialisation	☐	☐	☐
Strategic partnership with U.S. based firms Alliances stratégiques avec des entreprises établies aux É.-U.	☐	☐	☐
Increased U.S. sourcing Accroissement de l'approvisionnement aux É.-U.	☐	☐	☐
Shift of production facilities from Canada to the U.S.A. Relocation d'usines aux É.-U.	☐	☐	☐

8. EUROPE '92 - L'EUROPE DE 1992

What specific investment actions is your company undertaking to capitalize on the opportunities or address the challenges created by Europe '92? Please check the appropriate boxes.

Quelles mesures particulières votre entreprise prend-elle en vue de tirer profit des possibilités offertes «l'Europe de 1992», ou de faire face aux défis qu'elle représente? Veuillez cocher les cases appropriées.

	1989	1990	1991
Increase investment in Canada Accroissement de vos investissements au Canada	☐	☐	☐
Increase investment in Europe Accroissement de vos investissements en Europe	☐	☐	☐
Both Les deux	☐	☐	☐
Decrease investment in Canada Diminution de vos investissements au Canada	☐	☐	☐
Decrease investment in Europe Diminution de vos investissements en Europe	☐	☐	☐
Both Les deux	☐	☐	☐
Shift production facilities to Canada - Shift production capacity to Canada Relocalisation d'usines au Canada - Relocalisation de votre capacité de production au Canada	☐	☐	☐

Comments
Commentaires

Company No
Nº de l'entreprise

9. ENVIRONMENTAL REGULATIONS - LOIS ET RÈGLEMENTS PROTÉGEANT L'ENVIRONNEMENT

a) How important are environment-related concerns and market opportunities in affecting your company's decision to invest in Canada. Please indicate on a scale of -3 to 3, where -3 reflects the most unfavourable effect, 0 no effect and 3 the most favourable effect.

Veuillez indiquer dans quelle mesure les possibilités commerciales ou les préoccupations reliées à l'environnement influencent votre décision d'investir au Canada, selon une échelle graduée de -3 à 3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.

-3 -2 -1 0 1 2 3

b) If you have experience in more than one country, do you perceive environment-related regulations in Canada to be more or less stringent than elsewhere?

Si votre entreprise est active dans plusieurs pays: estimez-vous que la réglementation protégeant l'environnement est plus ou moins sévère au Canada qu'ailleurs?

Compared to the U.S.A., Canada is ☐ more stringent ☐ less stringent ☐ the same

Comparativement aux É.-U., le Canada est ☐ plus sévère ☐ moins sévère ☐ aussi sévère

Compared to other countries (please specify), Canada is ☐ more stringent ☐ less stringent ☐ the same

Comparativement à d'autres pays (veuillez préciser), le Canada est ☐ plus sévère ☐ moins sévère ☐ aussi sévère

c) How much is your company investing in the following:

Quelles sommes votre entreprise investi-t-elle dans:

		1989	1990	1991
Production process/Plant/Equipment designed to ameliorate the environment	Les procédés de production, les usines, le matériel destinés à améliorer la qualité de l'environnement	____	____	____
Production process/plant/equipment designed to exploit new market opportunities	Le matériel, les usines et les procédés de fabrication destinés à exploiter les nouvelles possibilités commerciales	____	____	____
Other (specify)	Autres (préciser)	____	____	____

Comments **Commentaires**

10. HUMAN RESOURCES - RESSOURCES HUMAINES

a) How important are human resources issues in affecting your company's decision to invest in Canada. Please indicate on a scale of -3 to 3, where -3 reflects the most unfavourable effect, 0 no effect and 3 the most favourable effect.

Veuillez indiquer dans quelle mesure des considérations reliées aux ressources humaines influencent votre décision d'investir au Canada, selon une échelle graduée de -3 à 3. La cote -3 correspond à un facteur de très peu d'importance, la cote 0 à un facteur sans importance et la cote 3 à un facteur de la plus grande importance.

Scale Factor (please circle) - Degré d'importance (veuillez encercler)

Availability of management personnel Disponibilité du personnel de gestion	-3	-2	-1	0	1	2	3
Availability of skilled labour Disponibilité de la main-d'oeuvre spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
Availability of unskilled labour Disponibilité de la main-d'oeuvre non spécialisée	-3	-2	-1	0	1	2	3
Wage levels Niveaux des salaires	-3	-2	-1	0	1	2	3
Labour relations Relations de travail	-3	-2	-1	0	1	2	3
Reorganization in the work place Réorganisation du lieu de travail	-3	-2	-1	0	1	2	3
Immigration policies Politiques d'immigration	-3	-2	-1	0	1	2	3
Other (specify) Autres (préciser)	-3	-2	-1	0	1	2	3

Comments
Commentaires

b) In preparing capital investment plans for your company, to what extent do you assess the related costs for human resources training and work place reorganization? Please rate on a scale of 1 to 5, where 1 reflects the normal rate of staff replacement, attending conferences etc. and 5 reflects a major investment allocation for personnel training and work place reorganization.

Veuillez indiquer l'importance que vous accordez aux coûts de la formation de la main-d'oeuvre et à ceux de la réorganisation du lieu de travail, lorsque vous préparez des plans d'investissement pour votre entreprise, selon une échelle graduée de 1 à 5. La cote 1 correspond à des taux normaux de remplacement de la main-d'oeuvre, de participation à des conférences, etc. la cote 5 à un investissement considérable dans la formation du personnel et la réorganisation du lieu de travail.

Scale Factor (please circle) - Degré d'importance (veuillez encercler)

Training Formation	1	2	3	4	5
Work place reorganization Réorganisation du lieu de travail	1	2	3	4	5

c) How much is your company investing in personnel training/upgrading for the following years?

Quelles sommes votre entreprise investi-t-elle dans la formation et le perfectionnement du personnel, au cours des années suivantes?

	1989	1990	1991
In thousands of Canadian Dollars En milliers de dollars canadiens			

Comments - Commentaires

ANNEXE III

TABLEAUX CONNEXES

TABLEAU: III.1
TOTAL DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR, 1988-1992
Million $

SECTEUR	1988	1989	1990	1991	1992
MANUFACTURIER					
Aliments et boissons	1,640	14,13	12,75	1,085	1,090
Bois et papier	2,301	2,543	1,596	1,257	1,236
Produits chimiques	1,069	797	1,059	1,186	1,171
Métaux	2,620	4,017	4,349	3,196	1,970
Matériel et outillage	...	...	...	...	...
Matériel de transport	2,703	2,772	2,147	2,220	2,684
Matériel électrique	960	904	1,073	1,096	1,017
NON MANUFACTURIER					
Énergie	11,546	12,760	15,879	19,652	20,262
Construction	1,051	1,122	1,376	1,128	1,225
Services de transport	1,428	1,039	1,145	1,769	1,879
Communications	3,319	3,721	3,803	4,115	4,186
Finance & assurance	327	578	468	516	738
Services généraux	...	...	...	...	...
Hôtels/rest./loisirs	...	...	...	...	...
Ventes d'aliment au détail	480	387	364	410	382
Services de consommation	553	604	709	847	860
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	30,160	32,878	35,481	38,689	38,874

...Non disponible

TABLEAU: III.2
TOTAL DES INVESTISSEMENTS AU CANADA PAR SECTEUR, 1988-1992
Million $

SECTEUR	1988	1989	1990	1991	1992
MANUFACTURIER					
Aliments et boissons	883	1,044	979	843	839
Bois et papier	1,868	2,117	1,410	1,093	1,141
Produits chimiques	626	694	978	1,130	1,096
Métaux	1,878	2,926	3,207	2,460	1,861
Matériel et outillage	...	...	...	...	...
Matériel de transport	2,310	2,430	1,824	1,952	2,351
Matériel électrique	615	705	831	840	749
NON MANUFACTURIER					
Énergie	11,740	12,786	15,610	19,431	20,159
Construction	594	456	646	559	473
Services de transport	1,364	936	1,024	1,604	1,762
Communications	3,135	3,486	3,509	3,617	3,755
Finance & assurance	306	399	442	502	732
Services généraux	...	...	...	...	...
Hôtels/rest./loisirs	...	...	...	...	...
Ventes d'aliment au détaul	408	338	273	277	287
Services de consommation	553	604	709	847	860
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	26,442	29,141	31,679	35,366	36,237

...Non disponible

TABLEAU: III.3
TOTAL DES INVESTISSEMENTS PAR EMPLACEMENT
DES SIÉGES SOCIAUX DES ENTREPRISES, 1988-1992
Million $

PROVINCE	1988	1989	1990	1991	1992
Terre-Neuve	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse	618	671	720	666	578
Nouveau-Brunswick	347	411	737	888	729
Québec	9,429	10,554	11,075	11,318	11,119
Ontario	12,263	12,935	13,548	14,372	15,463
Manitoba	603	735	798	936	871
Saskatchewan	524	525	682	743	650
Alberta	4,843	5,093	6,208	7,834	7,579
Colombie-Britannique	1,375	1,777	1,515	1,764	1,733
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	30,160	32,878	35,481	38,689	38,874

...Non disponible

TABLEAU: III.4
TOTAL DES INVESTISSEMENTS PAR EMPLACEMENT
DES SIÉGES SOCIAUX DES ENTREPRISES, 1988-1992
Million $

PROVINCE	1988	1989	1990	1991	1992
Terre-Neuve	...	...	...	...	...
Île-Du-Prince-Édouard	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse	562	647	715	666	578
Nouveau-Brunswick	229	286	644	813	634
Québec	7,417	8,857	9,403	10,007	10,540
Ontario	10,919	11,387	12,259	13,095	13,963
Manitoba	587	722	773	912	853
Saskatchewan	512	522	679	736	649
Alberta	4,772	4,932	5,627	7,340	7,183
Colombie-Britannique	1,286	1,611	1,380	1,631	1,684
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	26,442	29,141	31,679	35,366	36,237

...Non disponible

TABLEAU: III.5
CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT, 1988-1992

PROVINCE	TAUX ANNUEL COMPOSÉ					
	INVESTISSEMENTS AU CANADA			TOTAL DES INVESTMENTS		
	MFR	NON MFR	TOTAL	MFR	NON MFR	TOTAL
T-N	...	...	...	...	...	...
Î-P-É	...	...	...	...	...	...
N-É	-15.4	13.4	0.7	-18.8	13.5	-1.7
N-B	-5.1	32.4	29.0	-5.3	32.4	20.4
QUÉ	-14.5	14.5	9.2	-22.8	14.3	4.3
ONT	3.7	8.0	6.0	2.4	9.1	6.0
MAN	20.3	7.1	9.5	15.8	7.1	8.9
SASK	3.6	6.3	3.6	3.6	6.3	6.0
ALTA	21.4	10.7	10.8	21.4	11.8	11.8
C-B	-2.7	17.3	10.2	..	17.2	5.9
CANADA	-0.3	11.4	8.2	-5.0	11.0	6.6

... Not releasable

TABLEAU: III.6
LES CINQ FACTEURS LES PLUS IMPORTANTS QUI INFLUENT LA DÉCISION D'INVESTIR
(Pourcentage des répondants)

FACTEURS	CLASSEMENT					
	1	2	3	4	5	TOTAL
Niv. tarifs can.	2	0	2	2	1	7
Bar. douan. étrang.	1	0	0	0	1	2
Bar. non douan. étrang.	0	0	2	1	0	3
Libre-échange		3	3	2	7	17
Bar. non douan. can.	0	1	2	1	0	4
Europe 1992	0	0	0	0	0	0
Encaissements prévus	52	26	17	6	11	112
Accès au financement	3	8	7	8	4	30
Coût du financement	0	9	18	14	17	58
Taux de rend. prévu	42	36	10	9	7	104
Sit. éco. prév. can.	3	6	14	7	9	39
Sit. éco. prév. étran.	3	2	4	6	6	21
Taux de change	2	4	12	8	5	31
Aut. fact. éco./fin.	3	0	1	1	3	8
Compét. entreprise	20	17	14	20	17	88
Concur. É-U	0	7	3	7	4	21
Concur. Asie/Pacif	1	1	0	1	2	5
Cooncur. Europe	0	0	2	2	2	6
Concur. ailleurs	1	1	1	0	0	3
Pénur. mat. prem.	3	2	1	2	1	9
Pénur. mat. outil.	0	1	0	0	0	1
Disp. pers. gest.	0	0	2	0	1	3
Disp. m. d'oe. spéc.	3	1	4	2	4	14

Table III.6(cont'ed)

Disp. m. d'oe. non spéc.	0	0	0	0	0	0
Ventes prév. canada	23	12	17	21	6	79
Ventes prév. étrang.	3	14	10	12	12	51
Accès technologie	1	7	1	2	2	13
Autres marchés	4	0	4	1	1	10
Règlements	6	10	9	8	10	43
Programmes soutien	4	4	5	3	8	24
Régime fiscale	3	8	3	9	6	29
Polit. monétaire	3	3	2	14	6	28
Marchés publics	3	0	1	1	2	7
Pol. étrang. invest.	0	0	2	0	1	3
Pol. Gouv. Prov.	2	7	9	6	8	32
Pol. gouv. étrang.	0	2	1	2	1	6
Aut. fact. polit.	0	0	2	1	1	4
TOT. DES RÉPONDANTS	194	194	187	181	166	922

TABLEAU: III.7 TOTAL DES INVESTISSEMENTS AU CANADA, 1988-1992 (Million $ courants)					
ANNÉE	1988	1989	1990	1991	1992
Achat de terrains	7,680.4	7,283.4	1,568.6	1,232.9	1,365.2
Nouv. const. non résid.	26,441.8	29,141.2	31,678.6	35,365.8	36,237
Total	34,122.2	36,424.6	33,247.2	36,598.7	37,602.2

TABLEAU: III.8 TOTAL DES INVESTISSEMENTS À L'EXTÉRIEUR DU CANADA RÉPARTITION PAR RÉGION, 1988-1992 (Million $ courants)					
RÉGION	1988	1989	1990	1991	1992
États-Unis	2,025.7	1,971.7	2,122.1	1,907.6	1,541.1
Europe	892.9	827.1	844.4	959.5	833.3
Autres pays	799.2	937.8	835.6	455.9	262.8
Total	3,717.8	3,736.6	3,802.1	3,323	2,637.2

TABLEAU: III.9
RÉPARTITION DES DÉPENSES EN R&D PAR ÉTABLISSEMENTS & SECTEUR, 1989-1991

ÉTABLISSEMENTS	1989			1990			1991		
	MFR	NON MFR	TOT	MFR	NON MFR	TOT	MFR	NON MFR	TOT
	Million$								
INTERNE	1596	416	2025	363	427	790	356	409	765
UNIVERSITÉS	9	15	23	7	15	21	4	17	21
GOVT LABS	4	2	6	4	2	6	4	1	5
ENTREPRISES APPARENTÉES	53	185	237	50	176	225	19	192	211
AUTRES ARRANGTS	51	18	69	43	20	63	46	21	67
TOTAL	1706	637	2355	466	640	1106	429	641	1069
	Pourcentage								
INTERNE	0.94	0.65	0.86	0.78	0.67	0.71	0.83	0.64	0.72
UNIVERSITÉS	0.01	0.02	0.01	0.02	0.02	0.02	0.01	0.03	0.02
GOVT LABS	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00
ENTREPRISES APPARENTÉES	0.03	0.29	0.10	0.11	0.28	0.20	0.04	0.30	0.20
AUTRES ARRANGTS	0.03	0.03	0.03	0.09	0.03	0.06	0.11	0.03	0.06
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TABLE: III.10
FACTEURS IMPORTANTS DANS LA DÉCISION D'INVESTIR EN R&D
par ordre décroissance d'importance

FACTEURS	Nomber de Répondants
ACCÉSS AU FINANCEMENT	97
DISP. INSTAL DE R&D DE QUAL	92
AMÉL. CAPAC. TECH. INTERNE	64
COÛT DU FINANCEMENT	56
DISP. PERSONNEL QUAL.	49
RISQUES & INCERTITUDE	47
ENCAIS. COURT TERME	40
COÛT DE DÉPART	37
ATTITUDE CONCURRENTS	33
TAUX DE RENDEM. PRÉV	33
AIDE FIN. GOUVERNEMENT	32
STIMULANTS FISCAUX	25
STRATG. LONG TERME	245

TABLEAU: III.11
CLASSEMENT DES FACTEURS IMPORTANTS DANS LA DÉCISION D'INVESTIR EN R&D

FACTEURS	ÉCHELLE DE CLASSEMENT							
	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOTAL
	NOMBRE DE RÉPONDANTS							
ACCÉS AU FINANCEMENT	46	50	26	70	1	0	1	194
DISP. INSTAL. DE R&D DE QUALITÉ	52	33	19	81	2	4	3	194
AMÉL. CAPACITÉ TECH. INTERNE	23	38	35	94	1	2	1	194
COÛT DE FINANCEMENT	20	32	52	81	5	1	3	194
RISQUES & INCERTITUDE	10	32	23	105	9	4	1	194
ENCAIS. COURT TERME	13	25	35	116	3	0	2	194
COÛT DE DÉPART	10	24	30	124	3	2	1	194
TAUX DE RENDEMENT PRÉVU	8	23	35	120	6	2	0	194
DISPON. PERSONNEL QUAL.	13	15	24	96	25	12	9	194
AIDE FIN. GOUVERNEMENT	4	13	16	122	24	7	8	194
ATTITUDE CONCURRENTS	9	6	21	120	20	10	8	194
STRATG LONG TERME	10	5	24	136	10	5	4	194
STIMULANTS FISCAUX	6	7	28	123	18	6	6	194

TABLEAU: III.12
TOTAL DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS DANS LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

SECTEUR	'000 $		
	1989	1990	1991
MANUFACTURIER			
Aliments et boissons	6756	10423	11251
Bois et papier	101935	13490	15370
Produits chimiques	11045	12738	13881
Métaux	58	12700	12950
Matériel et outillage	..	..	..
Matériel de transport	90013	92890	95201
Matériel électrique	17823	18292	17700
NON MANUFACTURIER			
Énergie	85348	105671	114251
Construction	60800	60750	60650
Services de transport	88060	101100	101080
Communications	65825	69667	75303
Finance & assurance	79500	91900	99000
Services généraux	..	..	..
Hôtels/restaur./loisirs	..	..	..
Ventes d'aliment au détail	0	0	0
Services de consommation	7083	7705	8547

.. Non disponible

TABLEAU: III.13
EFFETS DES QUESTIONS DE RESSOURCES HUMAINES SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

ÉCHELLE DE CLASSEMENT	QUESTIONS							
	Gestion	M. d'oeu. spéc.	Main d'oeu. non spéc	Rému-nérati-on	Relatns travail	Reorg.	Immigt'n	Autre
	Nombre de Responses							
-3	3	3	2	10	8	4	3	4
-2	0	3	3	19	13	0	4	0
-1	2	11	1	43	38	10	4	2
0	103	83	134	80	76	133	160	172
+1	37	45	33	17	29	27	17	2
+2	38	34	11	17	16	14	1	1
+3	12	11	6	4	10	2	1	0
Non Respond's	0	4	4	4	4	4	4	13
Total	194	194	194	194	194	194	194	194

TABLEAU: III.14
IMPORTANCE DES COÛTS DE LA FORMATION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES COÛTS DE LA RÉORGANISATION DU LIEU DE TRAVAIL DANS LES PLANS D'INVESTISSEMENT

FACTEUR	ÉCHELLE DE CLASSEMENT					NOMBRE DE RÉPONSES	TOTAL
	1	2	3	4	5		
FORMATION:							
No. de Réponses	44	44	53	32	6	15	194
% intérogés	22.6	22.6	27.3	16.4	3.0	7.7	100
RÉORGANISATION: LIEU DE TRAVAIL							
No. de Réponses	9	48	47	16	6	18	194
% intérogés	30.4	24.7	24.2	8.2	3.0	9.2	100

HG4028/.C4/B814
Canada. Industrie, science
Investissements des
entreprises au Canada,
CEGG c. 1 aa IC

DATE DUE - DATE DE RETOUR

ISTC 1551 (2/90)

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA
67442